



INÉGALITÉS SOCIALES & PARCOURS DE VIE

Chaire de recherche du Canada

Ouvrage

VAN DE VELDE Cécile, *Sociologie des âges de la vie*, Armand Colin, collection 128, 2015.

Chapitre 2. **Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités**



2

Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités

Au-delà de cette diversité d'approches, que nous apprennent aujourd'hui les enquêtes sociologiques sur l'expérience même de nos vies? Que signifie désormais « grandir » et « vieillir » dans les sociétés occidentales? Entre le premier cri de la naissance et le dernier souffle de vie, les individus partagent certes certaines étapes communes des existences, mais leurs parcours se différencient également fortement en suivant des chemins familiaux, éducatifs et sociaux irréversiblement contrastés. Un des grands apports de la sociologie des âges de la vie est de mettre à nu cette trame sociale de nos existences – ce que l'on pourrait appeler l'« arborescence sociale » des parcours – et de repérer ce qui rassemble et ce qui sépare les trajectoires de vie des membres d'une société. À partir de travaux choisis, cette seconde partie tente ainsi de déployer une fresque sociologique de nos vies, et de mettre en lumière les principales tendances à l'œuvre dans l'évolution de nos trajectoires de vie, de l'enfance à la vieillesse.

Pour ce faire, elle ne rend pas compte exhaustivement de tous les travaux, tant ceux-ci sont nombreux, mais elle prend le parti de les décliner sous la forme des problématiques émergentes et structurantes qu'ils soulèvent face aux métamorphoses des âges de la vie : l'« autonomie » et sa construction, la « mobilité » et son apprentissage, l'« activité » et sa signification sociale. Même si ces grands enjeux sont désormais soulevés à toutes les phases de la vie, ils se posent avec une acuité particulière à certaines périodes et structurent certains sous-champs identifiés de la sociologie des âges. Leur déclinaison nous donne les clés de lecture pour mieux comprendre aujourd'hui ce que nos anciens « âges » sont devenus, et de quelle façon ils tendent à être vécus. Deviens « autonome », sois

Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités **2**

« mobile », reste « actif » : derrière ces trois enjeux structurants, on peut lire également les injonctions faites aux individus au fil de leurs vies, et les normes qui marquent les parcours.

I. Comment devient-on autonome ?

Comment devient-on autonome ? Ces dernières années, cette question est posée, de façon explicite ou implicite, dans nombre de travaux portant sur les années de jeunesse : que ce soit sur les enfants, les adolescents, ou les jeunes adultes, « l'autonomie » est pensée comme la référence et l'aboutissement des trajectoires. Celle-ci est généralement approchée comme la capacité d'un individu à être responsable de soi et de son parcours, au-delà des seules questions d'indépendance matérielle ou financière. Il s'agit alors d'en décrire les modalités de construction, et d'en identifier les supports ou les freins. Or, ces travaux mettent en lumière une tension croissante au sein même des trajectoires, entre une norme d'autonomie qui s'impose de plus en plus tôt, mais des liens de dépendance économique ou résidentiels qui tendent à se prolonger bien au-delà de l'adolescence. Cette dissociation pourrait se résumer ainsi : une « autonomie » de plus en plus précoce, mais une « dépendance » de plus en plus tardive. Mise en perspective, elle prend cependant des visages extrêmement contrastés en fonction des milieux sociaux, du genre ou même du territoire : les années de « jeunesse » restent, dans les sociétés occidentales, un moment charnière de construction et de reproduction des inégalités.

I.1 Des racines vers les ailes : les longs chemins de l'autonomie

Longtemps parents pauvres de la sociologie, les travaux sur l'enfance et l'adolescence ont récemment pris un réel essor, dans le sillage de la sociologie nord-américaine et britannique. Ils ont contribué à redéfinir l'enfance et l'adolescence non pas uniquement comme un temps d'« éducation » ou de « socialisation », mais aussi comme un temps de construction de soi et d'autonomisation progressive du sujet... non sans susciter de nombreux débats quant au poids des logiques de reproduction sociale dans la construction des inégalités.

2 Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités

• *L'enfant et l'adulte : naissance de l'enfant « autonome »*

En premier lieu, les dernières décennies ont été le théâtre d'un profond mouvement normatif et institutionnel valorisant l'« autonomie » de l'enfant, depuis les travaux de Françoise Dolto jusqu'à la déclaration des droits de l'enfant en 1989. Dans ce sillage, nombre de travaux sociologiques mettent en lumière ce processus d'égalitarisation des statuts entre enfants et adultes et débattent de ses effets sur les relations au sein de la famille, de l'école ou de la société. Pour Jean-Claude Chamboredon¹, les années 1970 sont marquées par un processus d'« invention de l'enfance », qui va de pair avec le développement de normes centrées sur l'autonomie et sur le développement intellectuel de l'enfant. Il voit dans la « prime enfance » la naissance d'un nouvel âge de la vie, institué par la diffusion de l'école maternelle et le développement d'institutions et d'agents spécialisés dans l'accueil de plus en plus précoce de l'enfance. Ce mouvement s'appuie selon lui sur « la perception de l'autonomie et des valeurs propres des inventions et des créations enfantines » qui invitent à stimuler l'« enfant créateur » et à apprendre le « métier d'enfant » par le jeu : on assiste alors à un renversement des normes éducatives, valorisant davantage l'apprentissage et dévalorisant la transmission unilatérale. C'est ce « primat de l'apprentissage sur la transmission » qui va entraîner selon lui la disqualification des modes d'éducation des milieux populaires. Dans les années 1980, nombreux sont les travaux qui témoignent de l'accentuation du déclin du modèle « autoritaire » au sein de la socialisation enfantine ou adolescente – du moins dans les idéaux éducatifs défendus par les parents –, au profit d'une valorisation de liens plus « démocratiques », c'est-à-dire marqués par une double norme d'autonomie et d'égalité. C'est le cas par exemple des réflexions de Marie-José Chombart de Lauwe² qui mettent l'accent sur l'émergence d'une nouvelle conception de l'enfant pensé comme acteur social et « partenaire » des adultes. Elle défend le principe d'une autonomie individuelle et collective de l'enfant, et appelle pour cela à un élargissement de la « citoyenneté »

1. Jean-Claude Chamboredon, Jean Prévot, « Le « métier d'enfant » : définition sociale de la prime enfance et fonctions différentielles de l'école maternelle », *Revue française de sociologie*, vol. 14, 1973, p. 295-335.

2. Marie-José Chombart De Lauwe, « L'enfant, acteur social et partenaire des adultes. Nouvelles conceptions aboutissant à une transformation de son statut », *Enfance*, vol. 43, n° 1, 1990, p. 135-140.

Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités **2**

enfantine, qui consisterait à le considérer davantage comme une personne capable de participer aux décisions qui le concernent.

- **Childhood studies : *approcher l'enfant comme « sujet »?***

Parallèlement, au sein de la sociologie de l'enfance, se joue un bouleversement des objets et des méthodes d'enquête : dans le sillage des *childhood studies* américaines, des chercheurs défendent une approche plus directe de l'enfant comme « personne » ou comme « acteur ». Dans ces approches, le monde de l'enfance est pensé comme un monde autonome et singulier, avec ses cultures, ses règles et ses codes, qu'il s'agit d'analyser « du point de vue » de l'enfant – ce qui les distingue d'approches plus classiques centrées sur les instances éducatives. Elles valorisent donc l'observation directe, participante ou non, de l'enfant, suivi dans ses lieux d'interaction et avec ses proches (les amis, l'école, les parents etc.). William Corsaro¹ défend ainsi l'existence et l'autonomie d'une « culture enfantine », centrée sur « la culture des pairs » et sur le jeu : c'est selon lui cette culture enfantine que la sociologie de l'enfant doit essayer prioritairement de saisir. Dans cette perspective, de nombreux travaux émergent ainsi sur la place du jeu ou du jouet dans l'apprentissage², sur les sociabilités enfantines dans les cours de récréation³, etc. Régine Sirota⁴ propose par exemple une sociologie des goûters d'anniversaire : par le biais d'observations directes, elle met en lumière la double fonction rituelle de ces célébrations. Celles-ci constituent à la fois un « rite de passage », marquant l'entrée de l'enfant dans un nouveau statut d'âge, mais aussi un « rite d'intégration sociale », dont la mise en place nécessite un jeu d'invitations complexe, fait de dons et de contre-dons, entre les familles concernées. Toutefois, le développement de telles approches n'est pas sans susciter un débat sociologique sur le statut de l'enfant en sociologie et sur la notion même d'autonomie enfantine, qui tendrait à gommer les inégalités sociales et sexuées ou à faire l'impasse sur l'appartenance sociale. C'est le cas par exemple en France

1. William Corsaro, *The sociology of Childhood*, SAGE publications, USA, 2011, 3^e édition.

2. Gilles Brougère, « Jeu et loisir comme espaces d'apprentissages informels », *Éducation et sociétés*, n° 10, 2002, p. 5-20.

3. Julie Delalande, *La cour de récréation. Contribution à une anthropologie de l'enfance*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2001.

4. Régine Sirota, « Prendre au sérieux un rite de l'enfance : l'anniversaire », in Régine Sirota (dir.), *Éléments pour une sociologie de l'enfance*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006, p. 32-38.

2 Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités

d'une enquête de Wilfried Lignier¹ qui s'appuie sur une analyse qualitative auprès d'enfants surdoués pour mettre à l'épreuve le postulat d'existence d'enfants « autonomes », en montrant combien au-delà de cette autonomie supposée des personnalités enfantines, se jouent également de profondes régularités sociales et sexuées.

• *Le poids de la reproduction et des stratégies éducatives*

Pour cause, cette place faite à l'autonomie de l'enfant comme valeur éducative est extrêmement sensible aux clivages sociaux et sexués. Certains travaux tentent de mesurer précisément la place des inégalités au sein même des parcours et des expériences enfantines. Il s'avère par exemple que le rapport des parents envers le « dehors » est très différent pour les garçons et les filles, même lors des plus jeunes âges, avec des logiques de « confinement » plus marquées pour les filles². Annette Lareau³ apporte un éclairage ethnographique sur les modalités de différenciation des expériences enfantines : à partir d'observations participantes sur des familles blanches et afro-américaines avec des enfants âgés de 8 ou 9 ans environ, elle montre que le quotidien des enfants se différencie prioritairement en fonction de l'appartenance sociale des parents bien plus que par le genre ou la « race » des enfants. Dans sa recherche, les classes moyennes africaines et blanches se révèlent extrêmement proches dans leurs pratiques éducatives, tandis que le clivage le plus structurant se situe principalement entre les classes moyennes et populaires. Dans les classes moyennes, les enfants sont davantage vus comme un « projet », dont il faut stimuler l'autonomie de décision et de raisonnement par une série d'activités organisées, tandis que les parents des familles ouvrières et pauvres mettent davantage l'accent sur leur rôle de pourvoyeur, en partant du principe que leurs enfants vont spontanément grandir et se développer dans des activités libres. De même, en France, Agnès Van Zanten⁴ montre

1. Wilfried Lignier, « L'autonomie enfantine à l'épreuve des "surdoués" ». Contribution ethnographique une approche sociale de l'enfance », *L'Homme et la société*, n° 165, 2007, p. 205-221.

2. Gill Valentine, John McKendrick, « Children's outdoor play : exploring parental concerns about children's safety and the changing nature of childhood », *Geoforum*, vol. 28, n° 2, 1997, p. 219-235.

3. Anette Lareau, *Unequal Childhoods : Class, Race and Family Life*, Berkeley, University of California Press, 2011.

4. Agnès Van Zanten, *Choisir son école. Stratégies familiales et médiations locales*, Paris, PUF, 2009.

Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités **2**

combien les stratégies éducatives des parents peuvent marquer fortement les trajectoires enfantines et adolescentes. À partir d'une enquête réalisée auprès de 160 familles issues de communes franciliennes, elle montre que l'entrée à l'école détermine jusqu'au choix du lieu d'habitation des parents au sein des classes moyennes, fortement investis dans la réussite scolaire de leur enfant. « Choisir son école » répond alors aux exigences de la reproduction scolaire et de la reproduction sociale : l'enfance devient ce moment charnière où les ressources culturelles et économiques des parents, en jouant un rôle important dans le choix des premiers établissements scolaires, renforcent les inégalités sociales.

- *Entre les pairs et les pères : l'individu à la prime adolescence*

Ces contrastes sociaux dans la construction de l'autonomie se prolongent un peu plus tard dans les âges, et notamment lors de la période que François de Singly appelle l'« adonnaissance¹ ». L'adonnaissance correspond selon lui à une phase nouvelle qui vient se glisser entre l'enfance et l'adolescence, à partir des premières années de collège, et située entre 11 et 13 ans environ. Elle se caractérise par l'aménagement d'une forme intermédiaire d'autonomie et de petites souplesses parentales, qui permet l'investissement de nouvelles sociabilités générationnelles : se crée alors un espace intermédiaire entre les « pères » et les « pairs », mais sous contrôle parental. Cette individualisation s'opère selon deux modes principaux : les familles de cadres se révèlent à la fois plus souples sur les activités personnelles mais plus préoccupées par la reproduction sociale, et donc contrôlant plus fortement les études, tandis qu'au sein des classes moins favorisées, la dichotomie entre ces sphères est moins forte, avec davantage de liberté donnée dans les études et moins de place donnée aux activités de développement personnel. En Suisse, à partir d'une enquête portant sur les préadolescents âgés de 13 ans au sein de 300 familles dans les cantons de Genève, les sociologues Jean Kellerhals et Cléopâtre Montandon soulignent la diversité des stratégies éducatives des familles. Ils divisent les configurations familiales en fonction de deux variables : la cohésion interne d'une part, et l'ouverture externe du groupe familial d'autre part. Or, ils montrent que ces places données à l'autonomie des membres de la famille, ou à l'ouverture vis-à-vis de l'extérieur sont très liées aux milieux sociaux : si les familles dites de « compagnonnage »,

1. François de Singly, *Les Adonnaissants*, Armand Colin, 2006.

2 Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités

qui conjuguent une fusion interne et une ouverture vers l'extérieur, sont le type le plus répandu et se retrouvent dans toutes les catégories de la population, les familles dites de « bastion », à la fois fusionnelles et repliées sur elles-mêmes, se révèlent plus fréquentes dans les milieux populaires, tandis que les familles « associations », valorisant l'autonomie interne et l'ouverture à l'extérieur, sont plus représentées quand on monte l'échelle sociale.

- *E-génération : les nouvelles technologies, supports de l'autonomie ?*

Quel rôle jouent les « nouveaux médias » – téléphone portable, réseaux sociaux et Internet notamment – sur cette « construction » de l'autonomie à l'adolescence ? Depuis quelques années, cette question suscite de nombreuses recherches. La plupart soulignent le rôle moteur des nouvelles technologies sur l'autonomisation des pratiques et des espaces enfantins et préadolescents. Hervé Glevarec montre par exemple qu'elles favorisent l'émergence d'une « culture de la chambre »¹ : à la faveur de ces nouveaux outils, la chambre devient un lieu à partir duquel les adolescents peuvent désormais construire et centraliser leur rapport aux autres et à l'extérieur. Le domicile familial devient le lieu privilégié d'investissement des cultures et des sociabilités juvéniles. De même, la recherche de Céline Metton², ciblée sur les jeunes âgés de 7 à 13 ans et leurs parents, montre comment la possession de moyens de communication ouvre une marge nouvelle de souveraineté décisionnelle quant au choix des horaires ou des fréquentations à cette période de la vie : ils décuplent selon elle les moyens de détourner le contrôle parental, et rendent possibles de multiples transgressions porteuses d'une nouvelle « autonomie relationnelle ». Cette autonomisation des espaces et des pratiques va de pair avec une diversification des univers culturels selon l'âge et le sexe : « Dis-moi quels sont tes loisirs, et je te dirai ton âge » résume ainsi Pierre Mercklé, Christine Détrez et Sylvie Octobre, auteurs d'une vaste enquête longitudinale sur un panel de près de 4 000 adolescents âgés entre 11 ans et 17 ans. Ils y montrent à quel point l'avancée en âge se traduit par une forte évolution des pratiques culturelles

1. Hervé Glevarec, *La culture de la chambre. Préadolescence et culture contemporaine dans l'espace familial*, La Documentation Française, 2009.

2. Céline Metton-Gayon, *Les adolescents, leur téléphone et Internet*, Paris, L'Harmattan, 2009.

Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités **2**

et des loisirs : si, à l'entrée au collège, la lecture fait encore partie des activités culturelles – tout comme la télévision, le sport et la musique –, elle s'efface vers 13 ans au profit de la radio, de l'ordinateur et des jeux vidéo. À 15 ans, c'est ainsi « l'univers multimédiatique » qui domine, associant télévision, radio, ordinateur, et téléphones portables, tandis que les années lycées sont davantage marquées par la domination de l'écoute musicale et l'usage multiple de l'ordinateur, au détriment de la télévision¹.

• *Normativités adolescentes : singularités et appartenances*

Mais cette question est loin de faire consensus : selon d'autres chercheurs, ces nouveaux outils induisent au contraire une pression accrue à la conformité. Selon Dominique Pasquier par exemple², l'usage de ces nouveaux médias peut induire une conformité oppressante, voire une « tyrannie de la majorité » : à partir d'une enquête croisant entretiens et questionnaires au sein de trois lycées d'Ile de France, elle avance que les groupes de pairs et les médias de masse exercent une influence croissante dans la construction des personnalités adolescentes. Selon elle, la démocratisation des médias de masse va paradoxalement de pair avec une réactivation des pratiques de « scène » et des clivages sexués. Ils entraînent, chez les adolescents, une tension croissante entre le développement de leur intériorité et la pression à se conformer aux modèles de comportement de leurs groupes d'appartenance. Les sociologues Julie Denouël et Fabien Grangeon³ se sont penchés plus précisément sur les pratiques d'exposition et de mise en visibilité de soi sur Internet, notamment sur le réseau Facebook : à partir d'entretiens approfondis, ils y montrent que s'y jouent de profonds enjeux de reconnaissance, dans une interrelation entre estime de soi et estime sociale. Ces pratiques renvoient selon eux à une forme de recherche de confirmation par autrui de la « singularité subjective » de l'individu, de sa complexité et même de sa valeur. Selon

1. Sylvie Octobre, Christine Détrez, Pierre Mercklé, Nathalie Berthomier, *L'Enfance des loisirs. Trajectoires communes et parcours individuels de la fin de l'enfance à la grande adolescence*, Paris, ministère de la Culture et de la Communication, La Documentation française, 2010.

2. Dominique Pasquier, *Cultures Lycéennes. La tyrannie de la majorité*, Paris, Autrement, 2005.

3. Julie Denouël, Fabien Granjon, « Exposition de soi et reconnaissance de singularités subjectives sur les sites de réseaux sociaux », *Sociologie*, 2010/1, p. 25-43.

2 Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités

Sherry Turkle¹, ces nouveaux réseaux mèneraient à un paradoxe : ils créeraient certes une connexion de plus en plus forte entre individus, mais également une profonde « solitude » des adolescents. Ceux-ci seraient de plus en plus, selon elle, « seuls ensemble », car la vie online rendrait moins sensible à la possible souffrance d'autrui.

• *Imago : corps et sexualités adolescentes*

Or l'adolescence, c'est aussi le temps des métamorphoses corporelles et des premières amours. Celui-ci peut se prolonger en « souffrance », comme le souligne David Le Breton² dans son analyse de ce qu'il appelle le « passage adolescent » : il approche les conduites à risque parmi les adolescents comme autant de « rites intimes » et privés que les jeunes s'infligent pour répondre à une nécessité intérieure de s'arracher à soi-même. Les différences de genre apparaissent prégnantes, et renvoient selon lui à une plus grande intériorisation de la souffrance chez les filles. Spécialiste de la socialisation des corps à l'adolescence, Muriel Darmon a réalisé à cet égard une enquête pionnière sur l'anorexie féminine : à partir d'entretiens approfondis, elle montre que les trajectoires de ces jeunes filles s'y déroulent selon une trame similaire, où s'opère un véritable « travail » de transformation de soi, en lien avec l'institution psychiatrique. Elle relève des tendances communes : l'anorexie touche majoritairement des femmes, bonnes élèves, et souvent issues de milieux favorisés.

Dans son enquête sur la socialisation corporelle des préadolescents, Aurélia Mardon³ rappelle justement combien la puberté féminine est vécue sous le regard des autres : ce « contrôle social de la puberté » s'exerce non seulement par l'intermédiaire du groupe d'amies, mais aussi par les attitudes des garçons, déterminantes dans le vécu et la perception de soi. Plus largement, de nombreux travaux se sont penchés sur l'expérience de la sexualité adolescente, à l'instar des travaux de Peter S. Bearman⁴ : à partir d'une enquête longitudinale auprès d'adolescents des lycées menés pendant 10 ans,

1. Sherry Turkle, *Alone Together, Why We Expect More from Technology and Less from Each Other*, Basic Books, 2012.

2. David Le Breton, *En souffrance. Adolescence et entrée dans la vie*, Paris, Métailié, 2007.

3. Aurélia Mardon, « Les premières règles des jeunes filles. Puberté et entrée dans l'adolescence. », *Sociétés contemporaines*, n° 75, 2009, p. 109-129.

4. Peter S. Bearman, « Chains of Affection : The Structure of Adolescent Romantic and Sexual Networks » (avec James Moody et Katherine Stovel), *The American Journal of Sociology*, vol. 110, n° 1, juillet 2004, p. 44-91.

Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités **2**

il montre le caractère homogène, « normatif » et « uniforme » des relations adolescentes, définies par une progression rapide mais un ordre particulier : de se « fréquenter » aux premières caresses, en passant par la rencontre avec les parents. En termes de différenciation, il note que les garçons ont une légère préférence pour les rencontres physiques, au détriment des rencontres sociales. Pour autant, quelques-unes de ces différenciations sexuées à l'adolescence semblent au contraire s'atténuer : Florence Maillochon¹ souligne par exemple la convergence actuelle des modes d'initiation des hommes et des femmes, ainsi que de l'âge à la première sexualité, situé autour de 19 ans en France à la fin des années 2000, même si cette mise en coincidence n'empêche pas le maintien de profondes différences dans l'expérience. Et pour tous, cette « première fois » reste empreinte d'un idéal romantique, dans lequel l'amour « authentique et réciproque » jouerait un rôle majeur².

- *Un « ordre du genre » ?*

Cette forte différenciation genrée à l'adolescence a été particulièrement investie dans des études ethnographiques portant sur jeunes issus des milieux dits « populaires ». Ces travaux réactualisent une tradition ethnographique très ancrée au sein de la sociologie des cultures adolescentes en milieu populaire (par l'école de Chicago notamment), réinvestie sous l'angle de la construction des identités sexuées. À cet égard, Isabelle Clair³, à partir d'une enquête ciblée sur les adolescents de quatre « cités » de banlieue parisienne, insiste sur la prégnance d'un « ordre du genre », qui s'incarne dans l'obligation d'être conforme à des normes : d'un côté, les filles sont menacées d'avoir une « mauvaise réputation » si elles transgressent les normes de moralité sexuelle, de conduite vestimentaire ou d'investissement de l'espace public ; de l'autre, les garçons se doivent d'afficher leur virilité, d'être des « hommes ». Elle souligne également l'existence d'une certaine obligation sociale au couple chez les adolescents, et met à nu le « scénario conjugal » qui doit en constituer le déroulement et la trame. C'est également sur la construction sociale de

1. Florence Maillochon, « Premières relations sexuelles et prises de risque. L'éclairage des enquêtes statistiques réalisées en France », *Agora Débats/Jeunesse*, n° 20, 2012, p. 59-66.

2. Didier Le Gall, Charlotte Le Van, *La première fois. Le passage à la sexualité adulte*, Payot, Paris, 2007.

3. Isabelle Clair, *Les jeunes et l'amour dans les cités*. Paris, Armand Colin, 2008.

2 Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités

la virilité qu'insiste David Lepoutre¹ dans un ouvrage devenu référence *Cœur de banlieue*, fruit d'une longue enquête ethnographique au cours de laquelle il a suivi des jeunes dans les différentes sphères de leur quotidien, que ce soit à l'école, devant les immeubles, dans les sorties au sport ou au centre-ville... Il montre comment la masculinité s'y affirme à travers divers rituels publics, tels que l'ironie, les bagarres, les multiples confrontations avec les adultes, ainsi qu'à travers certains comportements de « dureté » apparente face aux espaces et aux sentiments d'autrui. Il souligne parallèlement combien ces cultures adolescentes se construisent aussi dans un profond attachement au territoire et à certains codes de solidarité.

• *Le « temps » des premiers classements... ou déclassements*

Cette construction de l'autonomie s'inscrit dans une forte pression scolaire sur l'expérience adolescente : l'enfance et l'adolescence sont aussi le temps des premiers classements. François Dubet² rappelle, dans son enquête sur les lycéens, combien la « contrainte scolaire » qui s'exerce sur eux est forte, induisant une crainte renouvelée du déclassement et de l'échec. Cette compétition scolaire est susceptible d'apparenter le temps de l'école, au sein de la société française, à une « épreuve » individuelle, selon les mots de Danilo Martuccelli³. Il évoque le « rite d'exclusion » que représente l'orientation, notamment au moment de l'entrée au lycée : « Sous l'emprise de la sélection sociale, l'entrée au lycée est dominée par une orientation qui tient lieu de rite d'exclusion. C'est le grand partage des eaux, l'insouciance de certains collégiens se dissout. »

Les travaux en sociologie de l'éducation vont se pencher en particulier sur les mécanismes d'orientation, de « décrochage », et de différenciation sociale au sein même du système scolaire. L'enquête d'Ugo Palheta⁴ montre à cet égard comment l'orientation en filière « professionnelle » s'apparente à de la « domination scolaire » : il rappelle combien « le collège divise » au fur et à mesure de l'avancée et de la sélection dans les différentes filières. Avec

1. David Lepoutre, *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*, Paris, Odile Jacob, 1997.

2. François Dubet, *Les lycéens*, Paris, Le Seuil, 1991.

3. Danilo Martuccelli, *Forgé par l'épreuve. L'individu dans la France contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2006.

4. Ugo Palheta, *La domination scolaire. Sociologie de l'enseignement professionnel et de son public*. Paris, Presses Universitaires de France, 2012.

Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités **2**

des données à la fois quantitatives et qualitatives, il met en lumière les multiples divisions qui vont marquer l'avancée dans le système scolaire français : entre l'enseignement dit général et l'enseignement professionnel d'une part, mais aussi au sein même de ce dernier, entre le « lycée professionnel » et l'« apprentissage », entre les niveaux de diplômes, tout comme entre les spécialisations et les filières, où se jouent de fortes différenciations genrées. Loin d'être homogène, l'enseignement professionnel induit un panel d'expériences multiples, qui vont du sentiment d'ascension sociale à l'expérience d'une « relégation ». Face à cet enjeu croissant de l'école et du temps scolaire, des travaux se développent sur le rapport qu'entretiennent les adolescents au temps. Dans une enquête qualitative sur les temps adolescents, Joël Zaffran¹ analyse les usages du « temps libre » comme une résistance face à ce « temps contraint » qu'est le temps de l'école, au sein d'une adolescence profondément marquée par l'institution scolaire. Aux États-Unis, une recherche longitudinale met en lumière les différentes « configurations temporelles » des adolescents pendant la « *high school* »², et montre que la plus fréquente est celle de l'investissement temporel dans des domaines multiples hors de l'école : dans cette enquête, plus de la moitié des lycéens allouent une part non négligeable de leur temps à des sphères extérieures à l'institution scolaire, que ce soit pour la famille, les amis ou les loisirs.

1.2 S'émanciper, s'insérer, devenir adulte : les tensions de la dépendance

Après le « cap » de la majorité, la tonalité des travaux sociologiques change. La question de l'autonomie reste centrale, mais elle est formulée autrement : moins sous l'angle d'une « construction » ascensionnelle, et davantage sous celui des difficultés d'accès à l'indépendance des jeunes adultes. Les recherches sont portées par une interrogation croissante sur le sort des jeunes « entrants » sur le marché du travail en temps de crise, et se penchent prioritairement sur les freins sociaux, économiques ou culturels à la construction de l'autonomie. Ces questions étaient déjà présentes dans la sociologie de la jeunesse au cours des années 1990, mais elles ont été particulièrement réactivées suite à la « crise » de 2008 : que ce soit en

1. Joël Zaffran, *Le temps de l'adolescence. Entre contrainte et liberté*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010.

2. Michael J Shanahan, Brian P Flaherty, « Dynamic patterns of time use in adolescence », *Child Development*, vol. 72, n° 2, p. 385-401, 2001.

2 Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités

Europe, en Amérique du Nord ou en Asie, les travaux se penchent sur les multiples effets des difficultés d'entrée sur le marché du travail sur les trajectoires d'émancipation des jeunes adultes. Ils dessinent le visage d'une génération à la fois plus diplômée, mobile, cosmopolite voire « globale » que les précédentes, mais dont le rapport au travail et à l'avenir se voit intensément remodelé par l'incertitude et la temporalité de crise. Sont également mises en valeur les profondes inégalités qui la traversent, dans des travaux s'attardant sur le sort des non-diplômés ou de certains groupes discriminés.

• *Quitter ses parents : l'émergence d'un « Tanguy » mondial?*

Assiste-t-on à l'émergence d'une génération « Tanguy » ? Les travaux récents en sociologie de la jeunesse s'attardent notamment sur le phénomène transnational d'allongement de la dépendance envers la famille. En France, « Tanguy » a incarné, au niveau médiatique, une jeunesse tentée de vivre avec ses parents jusqu'à un âge avancé. Or, il s'avère qu'il s'agit là d'un phénomène quasi-planétaire : dans de nombreuses sociétés contemporaines, la cohabitation entre les jeunes adultes et leurs parents a sensiblement augmenté depuis deux décennies. Katherine Newman¹ utilise l'expression de « *boomerang kids* » pour souligner cette propension plus élevée des jeunes générations à rester ou à revenir au domicile parental. Elle y voit l'émergence d'un nouveau modèle de famille, qu'elle appelle « famille accordéon », prompt à se remodeler au gré de ces sollicitations des solidarités familiales tout au long de la vie. À partir de 300 entretiens menés dans 6 pays (Espagne, Italie, Japon, Suède, Danemark, États-Unis) auprès de parents et de jeunes adultes, elle montre qu'il s'agit là d'une tendance transversale à tous les pays, liée à plusieurs facteurs tels que l'allongement des études supérieures, la montée du chômage des jeunes, le coût de plus en plus élevé du logement, l'augmentation des jeunes vulnérables...

Pour autant, au-delà de cette tendance commune, les différences nationales restent prégnantes, et plusieurs auteurs s'attachent à montrer les contrastes existants en la matière, en lien avec les politiques publiques et les normes sociales dans différentes sociétés. C'est le cas par exemple d'une

1. Katherine Newman, *The Accordion Family. Boomerang Kids, Anxious Parents, and the Private Toll of Global Competition*, Beacon Press, 2012.

Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités **2**

recherche¹ qui montre comment les trajectoires se clivent encore profondément entre les différents modèles sociaux et culturels européens, les jeunes Nordiques étant socialement invités à « se trouver » dans une indépendance précoce et des trajectoires exploratoires, les jeunes Britanniques à « s'assumer » rapidement, les jeunes Français à « se placer » socialement, et les jeunes méditerranéennes à « s'installer », et ce plus tardivement. Richard Settersten et ses collègues² étendent la comparaison statistique aux sociétés post-communistes et s'interrogent sur les facettes « subjectives » de la transition vers l'âge adulte : à partir des données de l'European Social Survey, ils montrent qu'au-delà des différences nationales, il existe partout une forte différenciation genrée, les femmes étant censées « devenir adulte » de façon plus précoce que les hommes.

- *Une génération à l'épreuve de la crise*

Pour cause, les recherches mettent en lumière les effets des difficultés économiques sur le sort de cette génération et sur son accès contrarié à l'autonomie. Générations « déclassées », « perdues », « sacrifiées » : nombreux sont les termes médiatiques et scientifiques qui évoquent ce paradoxe de générations en moyenne plus diplômées que les précédentes, mais confrontées à des conditions de plus en plus adverses à l'entrée sur le marché du travail, à des prix du logement en hausse, et à un avenir socioprofessionnel plus incertain. Dans tous les pays d'Europe, et dans la plupart des sociétés mondiales, les travaux soulignent combien l'accentuation de la crise économique affecte en priorité les « entrants » sur le marché du travail, en les soumettant à de nouvelles formes de vulnérabilité et à une indépendance plus tardive. Ce n'est pas un hasard si Christian Baudelot et Roger Establet³ font désormais de l'âge des 30 ans un âge « charnière », marqué par l'enjeu d'une stabilisation familiale et professionnelle, devenue incertaine, même pour les enfants de la démocratisation de l'enseignement supérieur. Les travaux se penchent à la fois sur le malaise des jeunes diplômés, avec notamment

1. Cécile Van de Velde, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Paris, Presses Universitaires de France, 2008.

2. Livia Murinko, Zsolt Spéder Richard Settersten, « Are conceptions of adulthood universal and unisex? Ages and social markers in 25 European countries », *Social Forces*, 2013.

3. Christian Baudelot, Roger Establet, *Avoir 30 ans en 1968 et en 1998*, Paris, Le Seuil, 2000.

2 Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités

certaines débats sociologiques sur la « surqualification¹ » ou « l'inflation scolaire² », mais aussi sur le sort des moins diplômés. On note par exemple l'augmentation massive, depuis quelques années, des « NEETS » – *Not in Education, Employment or Training* – ni étudiant, ni employé, ni stagiaire – dans la plupart des sociétés occidentales. Les travaux s'interrogent sur la durabilité de cette précarité : ils soulignent le risque d'une génération particulièrement pénalisée sur le long terme du fait d'un « effet cicatrice » de ces difficultés initiales sur le marché du travail, comme ça a été le cas au Japon lors de la « décennie perdue » des années 1990. Cette dépendance prolongée soumet les jeunes générations à de nouvelles tensions, car elles sont parallèlement porteuses de normes marquées d'autonomie et de construction de vie : Guy Bajoit³ rappelle par exemple qu'elles sont à la fois marquées par la montée en puissance d'un droit à « devenir soi » et d'une demande sociale à « faire des projets » mais couplée à une répartition très inégale des moyens d'y accéder. En d'autres mots, les voilà soumises à de nouveaux arbitrages entre « vivre sa vie » et « gagner sa vie ».

• The Great Divide : une « polarisation » sociale de la jeunesse?

Face à ces métamorphoses, les inégalités sociales à l'entrée dans la vie adulte changent de visage. Des travaux s'interrogent sur l'ampleur des disparités sociales dans l'accès à l'autonomie, soulignant le maintien, voire l'accentuation d'un clivage entre milieux sociaux. La sociologue britannique Jill Gones⁴ utilise l'expression « *the Youth Divide* » pour insister sur les différences d'accès à l'émancipation familiale : plus encore que le sexe ou « l'ethnicité », c'est selon elle la classe sociale qui clive encore profondément les trajectoires. Du côté des trajectoires d'intégration sociale, plusieurs travaux soulignent le creusement des inégalités entre diplômés et non diplômés. En comparant les trajectoires d'insertion des jeunes en Europe par le biais de multiples indicateurs statis-

1. Mircea Vultur (dir.), *La surqualification au Québec et au Canada*, Presses de l'Université Laval, 2014.

2. Marie Duru-Bellat, *L'inflation scolaire. Les désillusions de la démocratie*, Paris, Le Seuil, 2006.

3. Guy Bajoit, Abraham Franssen, *Les jeunes dans la compétition culturelle*, Paris, Presses Universitaires de France, 1995.

4. Gill Jones, *The Youth Divide : Diverging Paths to Adulthood*, Joseph Rowntree Foundation, York, 2002.

Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités **2**

tiques, Florence Lefresne¹ résume ainsi la situation : « quitter l'école sans qualification laisse aujourd'hui bien davantage qu'il y a quarante ans, les jeunes singulièrement démunis pour entrer dans la vie active ». Olivier Galland y voit l'émergence d'une forme de « polarisation sociale » au sein des jeunes générations, entre les diplômés, qui malgré les difficultés finissent par s'intégrer socialement, et ceux qui sortent du système scolaire sans diplôme, et qui se voient particulièrement touchés par la crise. Au cours des années 1980 et 1990, il avait mis en lumière deux modes prégnants d'entrée dans la vie adulte² : d'une part, les jeunesses ouvrières s'inscrivaient davantage dans un « modèle de l'installation », caractérisé par des études courtes et un accès rapide à l'emploi salarié, associée à la construction précoce d'un foyer ; d'autre part, les jeunesses plus favorisées suivaient plutôt un modèle dit « de l'expérimentation », marqué par des études plus longues, une vie solitaire plus fréquente ainsi qu'une mise en couple plus tardive. Depuis, ces contrastes sociaux ont connu quelques évolutions. Les différenciations entre hommes et femmes, qui étaient particulièrement marquées en milieu populaire, sont aujourd'hui réinterprétées dans un sens plus égalitaire. De plus, la précocité initialement caractéristique des jeunesses populaires a été mise à mal ces dernières décennies par des conditions d'insertion particulièrement difficiles, à tel point que Stéphane Beaud³ évoque un mouvement de renversement des modèles : la précocité serait portée non plus par les classes populaires, mais au contraire par les classes favorisées. Un « cercle vicieux de l'échec scolaire » repousse durablement les perspectives d'insertion, et maintient certaines franges des jeunesses populaires sous une dépendance familiale particulièrement prolongée, quand celle-ci est possible.

• Les ressorts de l'indignation

Rien de surprenant, dans un tel contexte, que de nombreux travaux se penchent sur les conséquences de ce durcissement des conditions d'entrée sur le marché du travail et du logement sur le rapport à la citoyenneté.

1. Florence Lefresne, *Les jeunes et l'emploi*, Paris, La Découverte, 2003.

2. Olivier Galland, « La jeunesse en France, un nouvel âge de la vie », in Alessandro Cavalli, Olivier Galland (dir.), *L'allongement de la jeunesse*, Arles, Actes Sud, 1993, p. 19-39.

3. Stéphane Beaud, « La jeunesse populaire à l'épreuve du classement scolaire », *Agora Débats/jeunesses*, n° 53, 2009, p. 99-116.

2 Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités

Carlos Feixa et Jordi Feixa¹ voient dans le mouvement des « Indignés » une dimension générationnelle, portée par une jeune génération espagnole à la fois « formée » et « informée », issue du mouvement de démocratisation de l'enseignement supérieur mais soumise à de nouvelles formes de déclassement. Au-delà de l'indignation, ce sont plus largement la critique de la démocratie représentative et la « défiance » croissante des jeunes générations qui sont passées à la loupe, que ce soit dans la montée d'une abstention volontaire, dans une critique croissante de la démocratie représentative, ou dans une sensibilité accrue aux populismes.

En France, Camille Peugny² montre, à partir des données d'enquête CEVIPOF, que le « déclassement » peut mener à une recomposition du panel de valeurs débouchant sur un rejet de l'assistanat, mais aussi sur un rejet du libéralisme. Cette nouvelle combinaison des attitudes politiques peut avoir pour conséquence un déplacement du vote vers les extrêmes, et notamment vers l'extrême-droite : il met ainsi en perspective l'ampleur du vote vers l'extrême-droite des jeunes primo-votants, issus de milieux défavorisés, aux élections présidentielles de la décennie 2000. S'attachant à faire le portrait politique d'une génération, Anne Muxel³ souligne à cet égard l'émergence d'un « désenchantement » au sein des jeunes générations, mais insiste également sur le développement de formes de protestation plus directes et d'une puissante demande démocratique. À partir d'une enquête mondiale sur les formes de contestation altermondialistes chez les jeunes générations, Geoffrey Pleyers⁴ confirme cette soif démocratique chez certains pans des jeunes générations, et met en lumière la montée de ces modes de mobilisation directs et « alternatifs », relayés par les médias sociaux : selon lui, on passe d'un modèle de l'« expertise » à un modèle de l'« expérience » où l'acteur social prend une place centrale.

• *Mobiles et incertains*

Plus mobiles, mais également plus incertains : on note un paradoxe apparent dans les nouvelles formes d'accès à l'autonomie dans le devenir adulte

1. Carlos Feixa, Jordi Nofre (eds), *Generación Indignada. Topias y Utopias del 15M*, Lleida, Milenio. Collectifs, 2013.

2. Camille Peugny, *Le déclassement*, Grasset, 2009.

3. Anne Muxel, *Avoir 20 ans en politique*, Le Seuil, Paris, 2010

4. Geoffrey Pleyers, *Alter-Globalization. Becoming Actors in a Global Age*, Cambridge, Polity Press, 2010.

Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités **2**

contemporain, marquées par un double mouvement d'ouverture du rapport à l'espace et de fermeture du rapport au temps et à l'avenir. D'une part, les années 2000 ont vu émerger de nombreux travaux sur l'avènement d'une génération « cosmopolite » ou « globale », qui construit son autonomie dans la mobilité, qu'elle soit internationale, nationale ou locale. À partir d'une enquête sur les étudiants bénéficiaires du dispositif européen Erasmus, Vincenzo Cichelli¹ souligne la diffusion d'un « esprit cosmopolite » au sein des jeunes générations, « esprit » relayé en particulier par les jeunes étudiantes, urbaines et mobiles.

Parallèlement, d'autres travaux se penchent sur la façon dont le rapport au temps – au passé, au présent, à l'avenir – évolue chez de jeunes générations soumises à des horizons plus incertains : c'est le cas de l'enquête comparative de Julia Brannen et d'Ann Nilsen qui montraient que la culture du « projet » et la capacité à se projeter en contexte d'incertitude exigent des ressources sociales et familiales, très inégalement réparties au sein des sociétés européennes et des milieux sociaux. Plus récemment, Carmen Leccardi² mobilise le concept de « présentification » pour évoquer le basculement du rapport à l'espace et au temps auquel font face les jeunes générations au sein des démocraties contemporaines. Elle rappelle combien devenir adulte, c'est désormais faire aussi l'apprentissage de l'indétermination, et dénonce cette difficulté à pouvoir s'inscrire dans le temps long, qui constitue selon elle un véritable enjeu démocratique : comment construire son autonomie dans un contexte d'incertitude radicale ? Cette incertitude sur l'insertion n'est pas sans mettre en cause la croyance en la méritocratie et en la promesse scolaire, du moins en Europe. À partir d'une enquête sur les représentations que les étudiants peuvent avoir du mérite, Elise Tenret³ montre ainsi qu'en France, la croyance en la méritocratie scolaire s'avère singulièrement ambiguë et fragilisée. On peut s'attendre à ce que de futurs travaux en sociologie de la jeunesse soulèvent les enjeux sociaux et politiques de la montée d'un « doute » profond au sein des jeunes générations.

1. Vincenzo Cichelli, *L'esprit cosmopolite. Voyages de formation juvéniles et cultures européennes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

2. Carmen Leccardi, « Changing Time Experience, Changing Biographies and New Youth Values », in Marina Hahn-Bleibtreu, Marc Molgat (dir.) *Youth Policy in a Changing World : From Theory to Practice*, Stuttgart, Barbara Budrich, 2012.

3. Elise Tenret, *L'école et la méritocratie : représentations sociales et socialisation scolaire*, Paris, PUF, 2011.

2 Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités

• *Jeunesses des villes, jeunesses des champs*

Une autre dynamique des inégalités au sein des jeunesses contemporaines est mise en lumière : celle qui clive les destins des jeunesses « mobiles » et urbaines et des jeunesses plus « immobiles », fixées dans des territoires n'offrant guère de perspectives professionnelles. Plusieurs travaux soulignent l'émergence ou l'accentuation d'inégalités issues du lieu d'habitation. Depuis l'enquête devenue classique de François Dubet sur la « rage » de certains jeunes de la « galère¹ », plusieurs recherches se sont penchées sur l'expérience adolescente et l'enclavement potentiel des jeunes adultes au sein des « cités ». C'est le cas par exemple des travaux de Marwann Mohammed², qui soulignent les processus de formation des bandes adolescentes, tout comme les conditions et les difficultés de la sortie de la délinquance à l'entrée dans l'âge adulte. Des travaux sur les jeunesses rurales, jusqu'ici relativement méconnues, mettent au jour des problématiques d'enfermement que l'on croyait caractéristiques des jeunesses de certains quartiers populaires. À partir d'une longue enquête ethnographique dans un village de Bourgogne, Nicolas Renahy³ éclaire l'impasse sociale dans laquelle se retrouvent « les gars du coin », c'est-à-dire de jeunes vivant dans un village en milieu rural. Ils doivent faire face à un déclin généralisé de leur « capital d'autochtonie », c'est-à-dire du fait d'être originaire et durablement implanté au sein même de ce territoire. Pour les générations aînées, ce « capital d'autochtonie » garantissait un emploi dans les industries ou entreprises environnantes, mais pour les jeunes actuels, ils ne constituent plus une garantie d'insertion. Enclavés dans un territoire qui ne leur permet pas de s'intégrer, confrontés à une dépendance prolongée vis-à-vis des parents, ils ne sont pour autant pas toujours désireux ou capables de partir : Nicolas Renahy souligne tout le coût identitaire, relationnel, social du départ, qui devient parfois impossible. Le territoire local est ainsi à la fois une ressource, mais aussi un piège. Ces problématiques de la mobilité et de l'immobilité se retrouvent également au sein des jeunesses relativement plus aisées, celle des « pavillons » de banlieue⁴ : une enquête sur les « petits moyens »

1. François Dubet, *La galère. Jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987.

2. Marwann Mohammed, *La Formation des bandes de jeunes. Entre la famille, l'école et la rue*, Presses Universitaires de France, 2011.

3. Nicolas Renahy, *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte, 2006.

4. Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclat, Yasmine Siblot, *La France des « petits-moyens »*. Enquêtes sur la banlieue pavillonnaire, Paris, La Découverte, 2008.

Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités **2**

montre que certains pans de ces jeunesses se voient également longuement freinés ou bloqués à la fois dans leurs trajectoires d'insertion, mais également dans leur trajectoire d'émancipation. La mobilité géographique, pourtant de plus en plus nécessaire pour accéder à l'emploi dans certaines zones sinistrées, demande certaines ressources : on voit ainsi comment le processus de « territorialisation » des inégalités plus largement à l'œuvre au sein de la société française se traduit directement dans les trajectoires juvéniles.

2. L'adulte, un nouvel âge des possibles ?

Poursuivons notre course du temps à travers la vie, et faisons escale à ce qu'on appelle encore souvent l'âge « adulte ». Rares sont les travaux qui, en sociologie des âges, prennent pour objet l'expérience même de l'avancée en âge au-delà de la trentaine. Il n'existe pas encore réellement de sociologie du milieu de vie en tant que tel : celle-ci se décline principalement en une sociologie des carrières socioprofessionnelles d'un côté, et une sociologie des transitions familiales de l'autre. Or, mis en résonance, la plupart de ces travaux sur l'« adulte » insistent désormais sur l'instabilité croissante des trajectoires, que ce soit dans leurs dimensions familiales ou professionnelles : davantage que la problématique de l'« autonomie » dominante dans les travaux sur la jeunesse, c'est ici la problématique de la « mobilité » et du changement qui structure les travaux et les débats scientifiques. L'âge adulte perdrait-il de ce qui faisait son fondement, à savoir la continuité et la linéarité ? Étymologiquement, l'adulte, du latin *adultere*, signifie l'être qui a fini de grandir, et longtemps, l'adulte a été pensé comme l'âge du définitif et de l'irréversible. L'expérience de l'avancée en âge apparaît désormais marquée par l'apprentissage d'une intensité temporelle et d'une mobilité croissante – que celle-ci soit provoquée ou subie – face aux nouveaux aléas de la vie professionnelle et familiale.

2.1 Nouvelles amours, nouveaux parcours

Vie en solo, mise en couple, parentalité, séparations, remise en couple, recompositions familiales, départ des enfants, et même retour pour certains d'entre eux : les recherches sociologiques se penchent sur les nombreuses transitions potentielles qui marquent désormais nos parcours conjugués et

2 Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités

familiaux. Dans une perspective de plus en plus sensible aux parcours de vie, ils tentent de saisir la façon dont le couple et la famille se composent et se recomposent tout au long des existences, et dessinent les nouveaux visages de nos « carrières » familiales.

• *Le mariage est mort, vive le mariage !*

C'est en premier lieu le « déclin du mariage comme institution¹ » qui a attiré l'attention des sociologues. Revenant sur un siècle d'évolution du droit du mariage et du divorce, Irène Théry² a montré comment le mariage a progressivement perdu, tout au long du xx^e siècle, son caractère de « nécessité » pour fonder le couple et la famille : c'est ce phénomène qu'elle a appelé le « démariage ». Dès lors, face aux soubresauts de nos vies conjugales, les sociologues se penchent sur les nouvelles règles du jeu amoureux. La sociologue Eva Illouz³ dévoile par exemple les dessous contemporains du modèle de l'« amour romantique hétérosexuel » qui constitue selon elle une grande révolution du xx^e siècle. Cet amour moderne où chacun est censé choisir en fonction de son « goût » est en réalité ultra-compétitif : elle le compare à un grand marché rythmé par la concurrence, qui induit une injonction à la séduction et place les individus en compétition pour accéder aux partenaires. Elle souligne la généralisation de l'évaluation marchande dans la sphère amoureuse, qui renvoie selon elle à une forme de « capitalisme émotionnel ». Pour autant, « le mariage est mort, vive le mariage ! » affirme désormais Florence Maillolchon⁴. Dans une vaste enquête qualitative retraçant les récits de récents mariés, elle souligne que c'est plutôt la place même du mariage au sein des carrières du couple qui a changé : la cérémonie du mariage se situe désormais autant du côté de la fin, c'est-à-dire de l'aboutissement du couple, que de son début. Si le mariage ne joue plus le rôle d'un « rite de passage » en tant que tel, il devient « un rite d'institution » qui « tire alors sa force de ce que rien ne l'oblige » : fruit d'un choix personnel, il consacre socialement le couple, et la cérémonie elle-même se doit d'en refléter l'image, réelle ou

1. Michel Bozon, « Le mariage : montée et déclin d'une institution », in François de Singly, *La famille. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1991, p. 47-57.

2. Irène Théry, *Le démariage. Justice et vie privée*, Paris, Odile Jacob, 1993.

3. Eva Illouz, *Cold Intimacies : The Making of Emotional Capitalism*. Polity Press London, 2007.

4. Florence Maillolchon, « Le mariage est mort, vive le mariage ! Quand le rituel du mariage vient au secours de l'institution », *Enfance, familles, générations*, n° 9, p. 1-18, 2008.

Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités **2**

idéalisée. Au regard de certaines enquêtes de l'INSEE¹, il faut souligner également la force des effets d'âge et de génération dans l'adoption de ces modes de vie conjugaux : si l'union libre prévaut désormais chez les jeunes couples, le mariage reste majoritaire chez les trentenaires, tandis que le Pacs augmente fortement parmi les individus situés en fin de vingtaine : on assisterait ainsi à l'émergence d'une « génération Pacs ».

- « *Living apart together* » ou « *Living together apart* »?

Parallèlement, de nombreuses enquêtes se penchent sur la façon même dont on « fait » désormais couple au cours de la vie. Michel Bozon et François Héran² montrent par exemple que « s'installer à deux » survient en moyenne plus tard dans les parcours de vie, et de façon plus progressive et plus réversible. Ils recensent de profondes mutations dans les lieux de rencontre tout au long du xx^e siècle : la rencontre a moins souvent lieu au bal ou au sein du voisinage, plus fréquemment au travail ou lors de fêtes chez les amis. Par contre, ils notent que certains traits évoluent relativement peu, tels que l'écart d'âge entre conjoints – les femmes épousant toujours en moyenne des hommes de deux ans plus âgés qu'elles – ce qui s'apparente selon Michel Bozon à une forme de « domination masculine ». Durant les dernières décennies, c'est tout d'abord la montée du concubinage que les sociologues ont pointée. Dès les années 1980, dans son ouvrage *Concubins, concubines*, Sabine Chalvon-Demersay³ repère de façon ethnographique la diffusion d'un phénomène de cohabitation hors des liens du mariage au sein d'un quartier du quatorzième arrondissement de Paris et analyse l'émergence de ce nouveau rapport à la conjugalité. Plus récemment, les travaux s'attardent sur de nouvelles tendances émergentes dans la façon de se mettre en couple et de se séparer. Ils soulignent deux phénomènes symptomatiques d'un processus de « déterritorialisation » de la vie conjugale aux deux bouts de la chaîne du couple : le « *Living Apart Together* » et le « *Living Together Apart* ». Il s'agit d'une part du développement des couples non cohabitants : ce « *Living Apart Together* » – être en couple sans vivre sous le même toit – ne s'est pas au final développé de façon massive, et reste en général propre au cours de la période initiale

1. Claire Decondé, « Mariage, union libre ou Pacs : à chaque âge sa forme de couple », *INSEE-Faits et chiffres*, n° 302, février 2013.

2. Michel Bozon, François Héran, *La formation du couple. Textes essentiels en sociologie de la famille*, Paris, La Découverte, 2006.

3. Sabine Chalvon-Demersay, *Concubin, concubine*, Paris, Le Seuil, 1983.

2 Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités

du couple. Il s'agit d'autre part de son symétrique à l'autre bout du cycle du couple, le « *Living Together Apart* », c'est-à-dire le fait de vivre ensemble tout en se considérant séparés. Claude Martin, Andrew Cherlin, Caitlin Cross-Barnet¹ lèvent le voile sur ce dernier phénomène, à la fois en France et aux États-Unis : encore marginal, il révèle selon eux le développement de situations où la séparation est impossible, que ce soit lié à la présence des enfants ou à la contrainte économique. Le « faire couple » et le « défaire couple » tendent ainsi à se disjoindre du seul fait de vivre ensemble.

- « *Going solo* » : *l'émergence de la vie solitaire*

Parallèlement, on assiste à la montée de la vie solitaire en milieu de vie : celle-ci ne se réduit plus aux âges de jeunesse ou aux situations de veuvage, mais devient désormais prégnante dans les dizaines du milieu de vie. Dans l'ouvrage *Going solo*, Erik Klinenberg² souligne la très forte croissance de la vie en solo au cours des dernières décennies, destinée selon lui à devenir un mode de vie central au sein des sociétés occidentales. Selon lui, il s'agit là d'un style de vie de plus en plus choisi, répondant à un désir de « se rencontrer soi » et à certains modes de consommation urbains, même si les témoignages qu'il livre en dévoilent plutôt la profonde ambiguïté et de grandes différences au fil des âges de la vie. C'est ce que montre également Jean-Louis Pan Ké Shon³ à partir de données françaises : la « souffrance » de la solitude touche prioritairement les actifs au chômage ou les individus récemment séparés. Notons qu'alors même qu'elle concerne les hommes comme les femmes, cette expérience de la vie solitaire en milieu de vie a été principalement analysée dans son versant féminin. Erika Flahaut⁴, à partir d'une vaste enquête qualitative sur la vie en solo, distingue ainsi « femmes en manque » dans l'attente d'un conjoint, aux « femmes en marche », et aux « apostâtes du conjugal », refusant délibérément la conjugalité. Mais la pression et les normes du couple

1. Claude Martin, Andrew Cherlin, Caitlin Cross-Barnet, « Living together apart in France and the United States », *Population – english édition*, vol. 21, n° 66, 2011, p. 75-108.

2. Érik Klinenberg, *Going Solo : The Extraordinary Rise and Surprising Appeal of Living Alone*, Penguin Press, 2012.

3. Jean-Louis Pan Ké Shon., Geneviève Duthé., « Trente ans de solitude... et de dépression », *Revue française de sociologie*, vol. 54, n° 2, 2013, p. 225-362.

4. Erika Flahaut, *Une vie à soi. Nouvelles formes de solitude au féminin*, Rennes, PUR, 2009.

Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités **2**

restent bel et bien présentes dans la société française, notamment en milieu de vie : à partir d'une analyse des multiples témoignages de « vie en solo » envoyés au magazine *Elle*, Jean-Claude Kaufmann rappelle ainsi le « doigt accusateur » qui pointe symboliquement sur ces femmes dans les lieux collectifs, et qui résonne pour elles comme un puissant rappel à la norme.

- *Devenir parent : nouvelles donnees*

Dans ces mobilités amoureuses, que devient la place de l'enfant ? Ces mutations conjugales vont de pair avec une évolution de la place de l'enfant dans les parcours de vie. Revenant sur les métamorphoses de la famille, la sociologue Irène Théry souligne que désormais, c'est « l'enfant qui fonde la famille ». Si le lien horizontal de couple se fait plus contractuel, le lien vertical à l'enfant accentue son caractère indissoluble. Elle résume en ces mots : l'indissolubilité des liens familiaux s'est déplacée du lien du couple vers le lien à l'enfant. Celle-ci se traduit notamment par l'injonction faite au « couple parental » de survivre au « couple conjugal ». D'une part, on le sait, l'enfant se fait, en moyenne bien entendu, plus tardif et plus « rare » dans les parcours de vie. Les travaux sociodémographiques mettent en lumière deux grandes tendances communes à l'ensemble des sociétés occidentales : le recul de l'âge à la parentalité et la baisse tendancielle de la fécondité. En France par exemple, l'âge moyen au premier enfant tend à s'élever depuis quelques décennies, pour se situer désormais à 28 ans en 2010¹ ; c'est une tendance que l'on retrouve dans l'ensemble des sociétés européennes². Il en est de même pour la baisse tendancielle de la fécondité sur plusieurs décennies : même si les différences entre sociétés sont prégnantes – l'Allemagne et les pays du Sud étant les plus touchés par une faible fécondité –, certains évoquent l'émergence, sur le long terme, d'une « Europe à basse fécondité³ ».

Parallèlement, les travaux sociologiques tentent de donner « corps » aux nouvelles figures de la parentalité : que ce soit les « non-parents » – de plus en plus nombreux dans certains pays comme l'Allemagne, le Canada

1. Emma Davie, « Un premier enfant à 28 ans », *Insee Première*, n° 1419, octobre 2012.
2. Tomas Frejka, Tomáš Sobotka, Jan M. Hoem, Laurent Toulemon, « Childbearing Trends and Policies in Europe », *Demographic Research* (numéro spécial), vol. 19, collection 7, 2008, p. 1-29.
3. Hans-Peter Kohler, Francesco C. Billari, Jose Antonio Ortega, « The Emergence of Lowest-Low Fertility in Europe during the 1990s », *Population and Development Review*, vol. 28, n° 4, 2002, p. 641-680.

2 Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités

ou le Japon –, les beaux-parents, les parentalités tardives¹, l'homoparentalité au masculin² et au féminin³, ou la parentalité adoptive⁴. L'émergence de ces nouvelles figures de la parenté ne signifie en rien l'affaiblissement des normes éducatives : les investigations sociologiques descendent actuellement les âges, et la périnatalité devient un terrain de recherche croissant pour interroger les injonctions éducatives et les conceptions de l'enfance, autour d'un moment que l'on sait particulièrement médicalisé et institutionnalisé⁵. Séverine Gojard⁶ a par exemple enquêté sur l'apprentissage du « métier de mère » dans les premiers soins aux nouveau-nés, et montre la force de ces normes portées et diffusées par le personnel médical, notamment sur l'allaitement. Elle souligne pour autant, chez certaines femmes, une capacité de mise à distance de ces injonctions, au nom par exemple d'un héritage familial, en particulier chez les femmes populaires.

• *Entre parents : la réactivation d'un clivage sexué*

Or, s'il est une phase qui réactive les clivages sexués au sein du couple, c'est bien celle de l'entrée dans la parentalité. Les thèmes de la « conciliation » et du « care » ont suscité l'intérêt de nombreux chercheurs, pour en souligner les profondes inégalités sexuées. Ils montrent que l'entrée dans la parentalité vient cliver les trajectoires féminines et masculines et faire évoluer les rapports au sein du couple, notamment à partir du second enfant, et ce d'autant plus dans les pays où il n'existe pas ou peu de politique active de prise en charge de la petite enfance⁷. Dans ces travaux comparés, la société française se distingue de ses voisins d'Europe continentale par des taux d'activité féminins relativement élevés, même après la naissance du premier enfant. Cette

1. Marc Bessin, Hervé Levilain, *Parents après 40 ans*, Paris, Autrement, Mutations, 2012.
2. Emmanuel Gratton, *L'homoparentalité au masculin. Le désir d'enfant contre l'ordre social*, Paris, PUF, 2008.
3. Virginie Descoutures, *Les mères lesbiennes* Paris, Presses Universitaires de France, 2010.
4. Anne Cadoret, « Que nous dit l'adoption sur notre parenté, que nous dit notre parenté sur l'adoption? », *L'Autre*, vol. 13, n° 2, 2012, p. 160-170.
5. Philippe Charrier, Gaëlle Clavandier, *Sociologie de la naissance*, Paris, Armand Colin, 2013.
6. Séverine Gojard, *Le métier de mère*, La Dispute, 2010.
7. Jane Lewis, « Gender equality and work-family balance in a cross-national perspective », in Jacqueline Scott, Shirley Dex, Anke C. Plagnol (dir), *Gendered Lives : Gender Inequalities in Production and Reproduction*, Cheltenham, Edward Elgard Publishing, 2012.

Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités **2**

forte activité féminine est souvent attribuée à une politique familiale explicite et à un modèle normatif du « cumul » de l'emploi et de l'éducation des jeunes enfants¹. Dominique Méda dans son ouvrage *Le temps des femmes*², développe également la thèse de l'existence d'une « révolution silencieuse des femmes françaises » : celles-ci n'ont pas bénéficié de politiques d'égalitarisation entre pères et mères aussi marquées que les femmes scandinaves – que ce soit en termes de durée et partage des congés parentaux entre les deux parents, ou par la mise à disposition de structures collectives – et pourtant, leurs taux d'activité et leur taux de fécondité y sont à un niveau quasiment comparable. Selon elle, les femmes françaises ont compensé elles-mêmes leur entrée massive sur le marché du travail par une logique de cumul des temps d'emploi et d'éducation : l'investissement domestique et éducatif reste en France prioritairement pris en charge par les femmes, et ce sont à elles que s'appliquent majoritairement les « doubles journées », alors que les couples scandinaves présentent un équilibre plus marqué dans la répartition des tâches. Même si la participation des pères au « travail parental » augmente, d'autres enquêtes montrent que la conciliation reste toujours fortement sexuée, tant au niveau des ajustements professionnels que du regard des employeurs³. « Mais que font donc les pères ? » se demandaient ainsi Marie-Thérèse Letablier et Jeanne Fagnani⁴ dans leurs travaux sur la répartition des tâches quotidienne auprès des jeunes enfants.

- *Les multiples chemins de la séparation*

Mais pourquoi partent-elles ? s'interroge plutôt François de Singly⁵. En amont de son enquête sur l'expérience féminine de la séparation, il rappelle qu'aujourd'hui, en France, 80 % des divorces sont initiés par les femmes. En référence aux travaux de Diane Vaughan sur le « *uncoupling* », il prend

1. Blanche le Bihan, Claude Martin (dir.), *Concilier vie familiale et vie professionnelle en Europe*, Editions de l'EHESP, 2008.

2. Dominique Méda, *Le temps des femmes. Pour un nouveau partage des rôles*, Paris, Flammarion, 2001.

3. Ariane Pailhé, Anne Solaz, « La famille à "flux tendu" : quotidien des parents et pratiques des employeurs », in Ariane Pailhé, Anne Solaz (dir.), *Entre famille et travail*, Paris, La Découverte, 2009.

4. Marie-Thérèse Letablier, Jeanne Fagnani, « S'occuper des enfants au quotidien : mais que font donc les pères ? », *Droit social*, n° 3, 2003, p. 251-259.

5. François de Singly, *Séparée. Vivre l'expérience de la rupture*, Paris, Armand Colin, 2011.

2 Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités

pour objet le « processus de déconjugalisation » qui précède et prolonge la séparation effective. Il met au jour trois modes d'expériences féminines de la séparation : « se séparer pour survivre » qui concerne davantage les femmes âgées initialement très investies dans le couple et la famille, « se séparer pour se développer » qui caractérise des femmes plus jeunes prêtes à renoncer au couple s'il vient freiner leur accomplissement personnel, « se séparer pour se retrouver », qui touche des femmes prêtes à se réinvestir dans un autre couple. Plus largement, la séparation est de moins en moins analysée comme un événement ponctuel, mais comme un processus long et réversible. Cette approche se développe au sein même des enquêtes quantitatives qui privilégient désormais l'analyse longitudinale ou rétrospective pour saisir les effets des séparations dans leur déroulement temporel, sur de multiples dimensions des parcours, familiaux, parentaux, professionnels, etc., à l'image des vagues de l'enquête ERFI sur l'« étude des relations familiales et intergénérationnelles » de l'INED¹. Ainsi déployée dans le temps long, l'analyse de ces recompositions familiales laisse émerger de profondes différences genrées et sociales : si les hommes se montrent plus prompts à se remettre en couple et se remarient davantage que les femmes, ils perdent plus souvent le lien avec l'enfant, en particulier dans les milieux sociaux défavorisés. Arnaud Régnier Loillier² mesure ainsi qu'en France, en 2005, près d'un enfant de parents séparés sur dix ne voit plus jamais son père. Cette proportion est aussi plus élevée lorsque le père est peu diplômé ou en situation précaire, ou lorsque le divorce a été à l'initiative d'un des parents. Composer, décomposer, mais aussi recomposer une famille : les sociologues se penchent sur les nouvelles formes de recomposition des liens familiaux tout au long des parcours. Ils soulignent notamment les processus de fragilisation potentielle des familles monoparentales³, et mettent à nu le flou normatif qui continue d'entourer la figure du « beau-parent » dans ce nouvel âge de la parentalité⁴.

1. Arnaud Régnier-Loillier (dir.), *Portraits de familles. L'Étude des relations familiales et intergénérationnelles*, INED, collection « Grandes Enquêtes », 2009.

2. Arnaud Régnier-Loillier, « Quand la séparation des parents s'accompagne d'une rupture du lien entre le père et l'enfant », *Population et sociétés*, n° 500, 2013.

3. Marie-Thérèse Letablier, Anne Eydoux, *Les familles monoparentales en France*, Série Rapport de recherche n° 36, Centre d'études de l'emploi, Noisy-le-Grand, 2007.

4. Marilyn Coleman, Lawrence Ganong, Mark Fine, « Reinvestigating remarriage : Another decade of progress », *Journal of Marriage and the Family*, vol. 62, n° 4, 2000, p. 1288-1307.

2.2 Vertigo : la valse des tempos

Conjointement à ces virages conjugaux, l'âge adulte pourrait-il aussi devenir également l'âge des virages professionnels et sociaux? Peut-on aujourd'hui prendre un nouveau départ et « rechoisir sa vie »? Plusieurs travaux sur les décennies de la vie active tendent à le suggérer. Ils soulignent le développement significatif de nouvelles temporalités, potentiellement associées à un réel « recommencement ». L'âge adulte deviendrait ainsi un nouvel âge des possibles : Jean-Pierre Boutinet l'associe désormais à un temps de « ruptures, de transitions et de rebonds¹ ». Pour autant, d'autres travaux mettent en lumière la face cachée de ces bifurcations, en dévoilant le visage de Janus de la mobilité : ils rappellent combien les changements professionnels sont également affaire de contraintes sociales et de précarité, potentiellement source de renoncements et de frustrations. À l'analyse de ces multiples travaux, les décennies du milieu de vie se révèlent de plus en plus marquées par le difficile apprentissage de la mobilité, dans un régime initialement fondé sur la stabilité.

- *Accélération, mobilités, intensifications : l'émergence de la question du « temps »*

« Être adulte, c'est ne pas avoir le temps » affirment les philosophes Éric Deschavanne et Pierre-Henri Tavoillot². Cette définition de l'âge adulte pourrait à première vue surprendre. Mais elle renvoie à la réalité d'une intensification temporelle et sociale de cette période, en particulier au niveau socioprofessionnel. La question du « temps » – de ses usages et de ses expériences – émerge comme une question sociale et sociologique. Le sociologue Harmut Rosa³ en a fait son objet d'étude, pour mettre en lumière une puissante logique « d'accélération » du temps s'imposant aux individus, dans trois dimensions : à la fois le temps quotidien, le temps de chacun dans son parcours, et celui d'une époque ou d'une génération. Au regard des enquêtes, la période du « milieu de vie » frappe effectivement par l'intensité et la pression temporelles : au-delà d'une accélération des temps quotidiens, on assiste à un chevauchement croissant des calendriers socioprofessionnels et familiaux du

1. Jean-Pierre Boutinet, *L'immaturité de la vie adulte*, Paris, PUF, 1998.

2. Éric Deschavanne, Pierre-Henri Tavoillot, *Philosophie des âges de la vie*, Paris, Grasset, 2007.

3. Harmut Rosa, *Accélération. Une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte, 2010.

2 Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités

fait d'une intégration sociale et d'une entrée dans la parentalité en moyenne plus tardives. Ce phénomène s'est accentué avec l'intensification des conditions de travail, puis avec la « crise » : la « vie active » devient le théâtre de la fois d'une discontinuité socioprofessionnelle accrue et d'une compression des enjeux familiaux et professionnels sur les dizaines du milieu de vie. À partir de l'exploitation des enquêtes « Emplois du temps » de l'INSEE, Laurent Lesnard¹ apporte un éclairage intéressant sur les inégalités croissantes dans la gestion même du temps quotidien et l'articulation de ces rôles multiples : souvent soumis à des horaires dissociés au sein du couple, ce sont ceux qui ont le travail le moins rémunérateur qui disposent parallèlement des marges de manœuvres les plus limitées pour choisir leur emploi du temps et adapter leur vie familiale.

- *Rechoisir sa vie : « crises » et sens de l'âge*

Dans ce mouvement d'accélération, les « bifurcations » et les changements de vie individuels font l'objet d'une attention particulière. Être acteur de sa vie, producteur de sa biographie : quand elles sont provoquées par l'individu lui-même, ces bifurcations renvoient prioritairement, selon plusieurs sociologues, à la montée en puissance d'une injonction sociale à « être soi » et à rechoisir sa vie au gré de l'évolution de ses aspirations intimes. Dans son enquête sur les reconversions professionnelles volontaires, Catherine Negroni² montre combien cette expérience sociale est aujourd'hui profondément associée à une rhétorique du changement identitaire et de la « vocation de soi », qu'elle résume sous cette expression : « vivre la vie pour laquelle on est fait ». Cette norme du « devenir soi » s'apparente même, selon elle, à une forme de « diktat » généralisé.

Parmi ces possibles bifurcations, penchons-nous en particulier sur la fameuse « crise de la quarantaine », la « *midlife crisis* », associée dans le langage commun à une profonde interrogation sur son parcours, susceptible de conduire à un changement brutal de vie. Toute une frange de la psychosociologie se penche sur l'existence et l'expérience d'une telle « *midlife crisis* », mais cette « crise du milieu de vie » renvoie-t-elle à une réalité sociologique ?

1. Laurent Lesnard, *La famille désarticulée. Les nouvelles contraintes de l'emploi du temps*, Paris, PUF, 2009.

2. Catherine Negroni, *Reconversion professionnelles volontaires. Changer d'emploi, changer de vie*, Paris, Armand Colin, 2007.

Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités **2**

Son existence ne semble pas en tout cas y avoir trouvé de preuve empirique à grande échelle : le milieu de vie ne serait pas ponctué d'une seule crise qui surviendrait en son beau milieu, telle une grande pulsation collective, mais au contraire de multiples crises potentielles, de plus ou moins grande ampleur, qui jalonnent désormais le cours de la vie adulte. Autrement dit, les travaux sociologiques insistent plutôt sur la variabilité et la multiplicité des crises traversées tout au long des parcours, et tentent de mettre en lumière l'itinéraire qui conduit l'individu à une telle remise en plat de son expérience. La sociologue Claire Bidart utilise par exemple la métaphore de la « cocotte-minute » pour caractériser un tel « scénario de crise », à l'origine de certaines bifurcations de vie et de remises en cause des équilibres établis : à partir d'une enquête par entretiens, elle montre qu'une crise vient clôturer une période de quelques mois au cours de laquelle la pression, qu'elle soit professionnelle, familiale ou existentielle, ne cesse de monter. La crise en elle-même survient à l'occasion d'événements professionnels ou privés qui vont en quelque sorte faire « sauter le couvercle » et jouer un rôle central dans le changement de vie : ces événements vont alors toucher d'autres domaines de la vie, et jouer un rôle d'accélération et de cristallisation de la crise. Celle-ci sera d'autant plus importante qu'elle va toucher, par porosité, d'autres sphères, intime, conjugale, professionnelle, de la vie de l'individu¹.

• *L'illusion des possibles? Apprendre l'insécurité professionnelle*

Cette possibilité de rechoisir sa vie ne serait-elle qu'une illusion, liée à « un imaginaire de la réversibilité », selon l'expression de Danilo Martuccelli²? Toujours est-il que de nombreux travaux sur la précarité éclairent d'autres visages sociaux de ces « bifurcations », notamment quand elles sont involontaires, liées aux dynamiques du capitalisme et des États-providence. Avec la montée du chômage ainsi que des contrats courts et à temps partiel, des sociologues se sont penchés sur les processus de « précarisation sociale ». À partir d'une fresque sociohistorique des métamorphoses de l'expérience salariale, Robert Castel³ met en lumière un processus de « montée des incertitudes »

1. Claire Bidart, « Crise, décisions et temporalités : autour des bifurcations biographiques », *Cahiers internationaux de sociologie*, 2006, p. 29-57.

2. Danilo Martuccelli, *Forgé par l'épreuve. L'individu dans la France contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2006.

3. Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995.

2 Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités

et de « déstabilisation des stables » dans des sociétés qui s'étaient profondément structurées, au cours des Trente Glorieuses, sur la relative stabilité et la protection du statut salarial. Ses travaux insistent sur les nouveaux risques de « désaffiliation » sociale potentiellement induits par l'émergence d'un nouveau régime de mobilité professionnelle. Cette situation crée un paradoxe : nos existences, qui pourtant n'ont jamais été aussi sécurisées ou protégées, s'inscrivent désormais dans une forme d'« insécurité sociale ». Quand l'État-providence auquel nous nous étions habitués se retire, l'individu fait l'expérience d'un sentiment d'insécurité sociale¹. La mobilité socioprofessionnelle au cours de la vie active reste ainsi, en France, prioritairement associée à l'idée même de « précarité ». En comparant les représentations de la mobilité professionnelle en France et au Danemark, Jean-Claude Barbier souligne cette spécificité : les « flexibilités » imposées dans les trajectoires professionnelles au sein de la société française y sont davantage perçues comme une mise à l'épreuve, voire une menace, qui ne font qu'accroître l'aspiration à la stabilité². Plusieurs travaux convergent ainsi pour montrer que le pessimisme juvénile perceptible à l'entrée dans la vie adulte se prolonge, au fil de l'âge, par une peur diffuse du déclassement social, prégnante chez les Français en âge d'activité. Alain Ehrenberg souligne ainsi la profonde ambiguïté de l'« injonction à être soi » dans le contexte économique et social français, conduisant à une forme de « précarisation des existences³ », à l'origine de symptômes de mal-être chez certaines populations.

• *Le cœur, les marges, la chute : les cercles vicieux de la pauvreté*

À l'analyse, l'âge adulte fait plutôt l'objet d'une tension croissante entre mobilité et stabilité, entre une ouverture apparente des possibles et les peurs générées par une « société à statut ». Plusieurs enquêtes le montrent : pour les Français, la phase d'activité se traverse dans la crainte grandissante d'un possible retournement, et la mobilité peut se vivre également dans la menace de plus en plus intériorisée de la précarité. À partir d'une comparaison des formes de pauvreté en Europe, Serge Paugam montre comment en France, cette expérience se structure sur le mode dominant de la « disqualification »

1. Robert Castel, *L'insécurité sociale. Qu'est ce qu'être protégé?* Paris, Le Seuil, 2003.

2. Jean-Claude Barbier, « La précarité, une catégorie française à l'épreuve de la comparaison internationale », *Revue française de sociologie*, vol. 46, n° 2, 2005, p. 351-371.

3. Alain Ehrenberg, *La société du malaise*, Paris, Odile Jacob, 2010.

Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités **2**

sociale, dans un processus de cumul des handicaps ou de rupture progressive des liens familiaux et sociaux. Il y lit les effets d'un système de protection sociale qui, initialement fondé sur la force protectrice du statut salarial, laisse aujourd'hui visiblement vacants quelques interstices peu protégés, accentuant la crainte de la vulnérabilisation sociale même chez les plus intégrés. Pour autant, si cette « peur de la chute » apparaît relativement transversale et intériorisée au sein de la société française, celle-ci touche *de facto* prioritairement certaines marges du marché du travail, au rang desquels des franges des milieux ouvriers, des jeunes peu diplômés, ou des femmes peu qualifiées. Plus largement, les enquêtes comparées éclairent un processus transversal non spécifique à la France, dans lequel l'instabilité peut se retourner contre elle-même, et mener à l'enfermement dans le chômage de longue durée. À partir des données du Panel Européen des Ménages, Duncan Gallie, Serge Paugam et Sheila Jacobs¹ ont ainsi mis en lumière la prégnance d'un « cercle vicieux » de l'exclusion sociale, où être marginal sur le marché du travail mène à la pauvreté et à l'isolement social, qui en retour renforce le risque de chômage de long terme.

• *Mobilités féminines, stabilités masculines :
clivages dans les « carrières »*

Variabilités féminines, stabilités masculines : c'est ainsi qu'Éric Widmer et Gilbert Ritschard² résument les différences entre les trajectoires socioprofessionnelles des hommes et des femmes. En comparant trois cohortes différentes, ils montrent que les parcours « classiques », structurés en grandes phases, continuent à concerner trois quarts des hommes, tandis qu'il ne concerne que peu de femmes. L'incertitude et la variabilité des statuts touchent les hommes au moment de l'entrée dans la vie adulte mais tendent à s'atténuer fortement après, alors que pour la majorité des femmes, elles se prolongent bien au-delà. En d'autres mots, l'incertitude serait devenue un état permanent dans les trajectoires professionnelles des femmes, qui font face à de nombreuses interruptions et discontinuités, tandis que c'est plus souvent un état transitoire dans les trajectoires des hommes. Ce phénomène de

1. Duncan Gallie, Serge Paugam, Sheila Jacobs, « Unemployment, poverty, and social isolation : is there a vicious circle of social exclusion? », *European Societies*, vol. 5, n° 1, p. 1-32, 2003.

2. Éric Widmer, Gilbert Ritschard, « The De-Standardization of the Life Course : Are Men and Women Equal? », *Advances in Life Course Research*, 2009, vol. 14, n° 1-2, p. 28-39.

2 Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités

discontinuité des carrières féminines a fait l'objet de plusieurs études ciblées, au Canada¹ par exemple, soulignant les nombreux allers-retours sur le marché du travail au sein de différentes cohortes de femmes. Retraçant l'histoire du travail féminin tout au long du XIX^e siècle et du XX^e siècle, Margaret Maruani et Monique Méron² montrent qu'en France, les femmes cumulent majoritairement vie familiale et activité professionnelle à temps plein, et que sur le long terme, elles interrompent de moins en moins leurs carrières professionnelles. Mais elles notent parallèlement l'émergence d'un temps partiel très majoritairement féminin, qui vient contredire cette dynamique d'homogénéisation des comportements d'activité entre hommes et femmes perceptible depuis les années 1960. Qu'il soit choisi pour des raisons familiales ou qu'il corresponde à du sous-emploi, ce temps partiel quasi exclusivement féminin constitue selon Hélène Périvier³ un frein majeur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. C'est selon elle ce temps partiel qui explique presque la moitié des écarts de salaires entre les sexes : on serait passé ainsi du modèle de « Monsieur Gagne-pain et Madame Au foyer » à celui de « Monsieur Gagnepain et Madame Gagnemiettes ». Ils contribuent à la dynamique du « plafond de verre » au sein des carrières féminines, qui clive les perspectives de mobilité ascendante : comme le montrent les travaux de Sophie Pochic⁴ sur les différentes façons féminines et masculines de « faire carrière » chez les cadres, les femmes vont plutôt opter pour une mobilité « horizontale », évoluant des fonctions d'encadrement vers des fonctions d'expertise, alors que les hommes vont avoir davantage tendance à suivre une mobilité directement ascensionnelle.

- *Fins de carrière : devenir « senior »*

Être mobile et flexible... jusqu'à quel âge? Jusqu'aux années 2000, les travaux sociologiques et démographiques soulignaient une tendance

1. Céline Le Bourdais, Hélène Desrosiers, « Les femmes et l'emploi. Une analyse de la discontinuité des trajectoires féminines », *Recherches féministes*, vol. 3, n° 1, 1990, p. 119-134.

2. Margaret Maruani, Monique Méron, *Un siècle de travail des femmes en France 1901-2011*, La Découverte, 2012.

3. Hélène Périvier, « La division sexuée du travail et l'émancipation des femmes sont-elles compatibles? », *Forum*, n° 2, 2012.

4. Sophie Pochic, « Faire carrière : l'apport d'une approche en termes de genre », *Formation Emploi*, n° 91, 2005, p. 75-93.

Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités **2**

profonde dans les sociétés occidentales, à savoir la baisse tendancielle de l'âge à la retraite. Pour Martin Kohli et Martin Rein¹ par exemple, cette baisse est la chose la plus importante depuis 25 ans, et induit un changement profond de relations entre la vie active et la retraite : alors que l'espérance de vie augmente, le temps de vie active tend relativement à se réduire, et celui de la retraite n'aura jamais été aussi long. Depuis, dans le sillage de politiques dites « néolibérales », le taux d'emploi des seniors remonte dans de nombreux pays. Toute une sociologie des fins de carrières s'est développée, pour analyser la façon dont s'organisent ou se vivent les nouveaux modes de sortie du marché du travail. En premier lieu, les travaux d'Anne-Marie Guillemard² comparent la façon dont différentes sociétés occidentales, ainsi que le Japon, font face au « défi du vieillissement » et régulent les fins de carrières tout comme l'entrée en retraite. Elle y souligne le poids des politiques publiques de retraites et de gestion des âges en entreprise, mais aussi la force des regards normatifs, particulièrement contrastés, qui y sont posés sur les travailleurs âgés. La société française y apparaît très marquée par une « culture de la sortie précoce », dans laquelle non seulement les « juniors », mais aussi les « seniors » sont tenus relativement à l'écart du marché du travail. Bien sûr, cette tendance se fissure actuellement et l'âge de « sortie » tend à être repoussé, mais l'horizon de l'activité professionnelle reste, en France, concentré sur les dizaines d'années du milieu de vie.

Plusieurs travaux convergent pour souligner que ce temps des « secondes carrières » constitue un âge potentiellement fragile, marqué par un processus de dévaluation accélérée sur le marché du travail, principalement après la cinquantaine. En quelque sorte, dans la vie professionnelle, on deviendrait rapidement « vieux sans être adulte », tant le statut de « jeune » s'étend lui-même dans la durée. Dans son analyse comparée des différents temps de la vie professionnelle, Xavier Gaullier rappelle toute la difficulté potentielle d'être « senior » sur le marché du travail : que ce soit pour les hommes ou les femmes, elle se traduit par une difficulté à retrouver un emploi une fois au chômage, mais également, par des fins de carrière difficiles ou peu

1. Martin Kohli, Martin Rein, « The changing balance of work and retirement », in Martin Kohli et alii (dir.), *Time for Retirement. Comparative Studies of Early Exits for the Labour Force*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 1-35.

2. Anne-Marie Guillemard, *Les défis du vieillissement. Age, emploi, retraite, perspectives internationales*, Paris, Armand Colin, 2010.

2 Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités

valorisées. C'est le sens des travaux de Nathalie Burnay¹ que de montrer que l'âge de la cinquantaine peut également, dans la société belge, être synonyme de fragilité. À partir d'une analyse qualitative et statistique de bénéficiaires d'un dispositif de « crédit temps », elle montre que les aspirations des travailleurs âgés s'orientent clairement vers une articulation des temps sociaux plus harmonieuse et plus sereine : le temps pour soi apparaît de plus en plus perçu comme un « impératif catégoriel » central. De récents travaux donnent parallèlement une vision positive de l'expérience du « senior » au travail, du moins sur certaines dimensions : en comparant les rapports intergénérationnels au travail au sein de différentes entreprises, Constance Perrin-Joly² souligne la multiplicité des formes de transmission, de transferts de compétences, et d'échanges entre la main-d'œuvre plus âgée et la main-d'œuvre plus jeune, et au final la vivacité potentielle du lien entre les âges.

3. La « retraite » en est-elle encore une ?

La retraite serait-elle devenue une nouvelle « cure de jouvence » ? La sociologie a longtemps fait de la « vieillesse » un temps associé à la retraite, au déclin social et à l'inactivité. Les travaux sociologiques donnent désormais une image plus positive et plus « active » de cette période de l'existence. Elle semble perdre aujourd'hui son sens premier de « retrait » social, et les enquêtes soulignent l'arrivée de « jeunes retraités » potentiellement actifs. Ce qu'on appelait le « troisième âge » est ainsi redéfini sous des traits plus juvéniles et valorisants. De ce fait, les travaux portant sur la vieillesse se structurent autour de la problématique de « l'activité », qu'elle soit sociale ou physique, et concourent à redéfinir les frontières de l'activité rémunérée ou non rémunérée, ou les effets de l'activité sociale et physique sur les expériences du vieillissement au grand âge. Paradoxalement, ce sont donc ces sociologies de la retraite et de la vieillesse qui portent le plus haut la

1. Nathalie Burnay, « Aménagement des fins de carrière : entre reconfiguration des temps sociaux et transformations normatives », *SociologieS*, Dossier « Temps professionnels, temps prescrits, temporalités sociales », mis en ligne le 19 novembre 2013.

2. Constance Perrin-Joly, « Peut-on parler de don en entreprise ? La coopération intergénérationnelle : solidarisme et exclusion », in *Travail et don*, Presses Universitaires de Nancy, 2011.

Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités **2**

question de la place et de la signification de l'« activité » sociale dans nos existences, en lien avec d'autres questions comme la préservation de l'autonomie. Elles rappellent combien derrière l'image vernie du « vieillir jeune et actif », se cachent de profondes inégalités sociales.

3.1 Vieillir actif, pour qui ?

À la notion de « vieillesse », les sociologues privilégient la perspective plus diffuse du « vieillissement » ou d'« avancée en âge ». Mais cette réhabilitation sociologique de la vieillesse ne porte en réalité que sur la phase particulière d'activité et d'indépendance physique, amorcée par l'entrée en retraite. Le « grand âge » est quant à lui repoussé à la phase de fragilité de « fin de vie ». Les représentations de la vieillesse se scindent donc en deux : d'un côté, la valorisation d'un temps de retraite comme nouvelle période d'activité, et de l'autre, la mise à distance d'un « grand âge » synonyme de perte d'activité et d'autonomie.

- *L'émergence d'un âge multi-« actif »*

Selon Peter Laslett, l'allongement de la durée de vie a profondément transformé le « paysage » de notre vie. Il définit l'émergence d'une nouvelle forme de « troisième âge » pensé comme un temps de réalisation de soi, dans un modèle d'organisation des existences qui compterait quatre phases principales : un premier âge dédié à l'éducation et à la socialisation ; un deuxième âge de responsabilités familiales et professionnelles ; un troisième âge marqué par le prolongement de cette indépendance et de cette maturité, mais dédié à l'accomplissement et la réalisation de soi ; et un quatrième âge sous le sceau de la dépendance irréversible. Il considère l'émergence de ce troisième âge comme un phénomène collectif sans précédent, rendu possible uniquement dans certaines sociétés contemporaines. Plusieurs travaux sociologiques viennent aujourd'hui conforter cette analyse et redéfinir ce temps de la retraite comme une période active, voire multi-active. Effectivement, plusieurs indicateurs montrent que cette période tend davantage vers l'activité adulte que vers la perte de dépendance du grand âge : l'effet de césure de la « retraite » s'atténue au fur et à mesure que les modes de sortie de l'emploi se diversifient, et que l'espérance de vie sans « incapacité » s'étend après 60 ans. De plus, les travaux sur les inégalités convergent également pour montrer que ce sont aujourd'hui les plus de 50 ans qui disposent, en moyenne, du niveau

2 Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités

de vie le plus élevé. L'engagement social, les études, les voyages, ne sont plus l'apanage de la « jeunesse », mais peuvent se prolonger au-delà de la retraite, du moins pour certaines franges des générations aînées. Elle devient désormais elle-même synonyme d'activité sociale, prise au sens large, voire d'activité professionnelle.

Anne-Marie Guillemard¹ souligne, dès le début des années 2000, une profonde mutation du rapport social et individuel à la retraite : selon elle, l'avènement d'un modèle de « retraite solidaire », en particulier dans les milieux aisés, se traduit par la multiplication des nombreuses activités de substitution à l'emploi salarié, et par la valorisation croissante de la transmission et du bénévolat. On retrouve également de plus en plus de « retraités » sur les bancs de l'université. Aline Chamahian² a réalisé une enquête qualitative auprès de ce nouveau public : pour la majorité d'entre eux, ce retour à la formation répond soit à une logique de maintien de soi face au vieillissement, soit à une volonté de « boucler la boucle » en suivant des aspirations auparavant non comblées. Elle note que pour d'autres cependant, ce retour aux études renvoie à une recherche directe et explicite de compétences en vue d'une reprise d'activité, dans un rapport plus proche de celui que les plus jeunes entretiennent aux études. Ce « réenchâtement de la retraite » serait-il le produit d'une conjonction sociohistorique particulière, une parenthèse destinée à bientôt se refermer ? Comme le montre Bruno Palier, les réformes politiques successives marquent une volonté affichée d'allonger *de facto* la durée d'activité³ et de baisser les taux de rendements des dispositifs de retraite, ce qui mettrait fin à cet « âge d'or » relatif des retraités.

• *Amours et solitudes au temps de vieillissement*

Divorces, remises en couples, nouveaux célibataires, unions libres, sexualité, voire « dating » des aînés : la retraite devient, elle aussi, émaillée de nouvelles vies, voire de nouvelles amours. Les médias insistent sur ce nouvel activisme amoureux, explorent la présence des seniors sur les sites de rencontre, et tentent de débusquer les nouvelles règles du jeu amoureux

1. Anne-Marie Guillemard, « De la retraite mort sociale à la retraite solidaire », *Gérontologie et société*, n° 102, 2002, p. 53-66.

2. Aline Chamahian, « L'expérience universitaire des "étudiants retraités" », *Spirale*, n° 41, 2008, p. 177-194.

3. Bruno Palier, *La réforme des retraites*, Paris, Presses Universitaires de France, 2010.

Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités **2**

de ces « sexygénéaires ». En s'appuyant sur les enquêtes sur la sexualité des Français, Michel Bozon¹ revient sur ces évolutions : si en 1970, parmi les femmes mariées de plus de 50 ans, une sur deux seulement avait une activité sexuelle, ce sont aujourd'hui plus de 90 % des femmes en couple de plus de 50 ans qui sont sexuellement actives. Il souligne qu'une norme s'est installée : continuer de vivre en couple, c'est continuer d'avoir une vie sexuelle. Au cours des années 1980, certains travaux scientifiques avaient contribué à explorer la vie de couple des aînés au-delà de ces seules questions de sexualité, à l'image des travaux de Vincent Caradec sur *Le couple à l'heure la retraite*², qui en présentait un visage très nuancé, marqué par un travail de construction de la « bonne distance » conjugale entre les membres du couple. La retraite, c'est désormais aussi le temps des divorces : Christiane Delbès et Joëlle Gaymu notaient en 2003 qu'en 10 ans, le taux de divorce des 60 ans ou plus avait augmenté de 28 % chez les femmes et de 39 % chez les hommes³. Après un divorce, l'union libre concurrence le remariage, et le nombre de couples non mariés suivent également une forte hausse. Mais rappelés que même plus tardif, le veuvage reste l'une des expériences fortes et caractéristiques du vieillissement, surtout pour les femmes : en 2009, quatre femmes de 60 ans ou plus sur dix sont veuves, contre un homme sur dix seulement⁴. Or, cette expérience du veuvage conduit aux sentiments de solitude les plus radicales, assimilables à des « chocs de solitude »⁵.

- *Traits d'union générationnels*

Le temps de la retraite va également de pair avec un investissement croissant dans un rôle familial, celui de grands-parents. L'avancée en âge induit en effet une profonde recomposition des réseaux de sociabilité, et les liens tendent alors à se recentrer autour de la lignée. Pour Claudine Attias-Donfut

1. Michel Bozon, « Les âges de la sexualité » (Entretien conduit par Marc Bessin), *Mouvements*, Dossier « La tyrannie de l'âge », n° 59, juillet-septembre 2009, p. 123-132.

2. Vincent Caradec, *Le couple à l'heure de la retraite*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1996.

3. Christiane Delbès et Joëlle Gaymu, « Passé 60 ans, de plus en plus souvent en couple? », *Populations et sociétés*, INED, n° 389, avril 2003.

4. Fabienne Daguët, Xavier Niel, « Vivre en couple : la proportion des jeunes en couple se stabilise », *INSEE Première*, n° 981, février 2010.

5. Jean-Louis Pan Ké Shon., Geneviève Duthé., « Trente ans de solitude... et de dépression », *Revue française de sociologie*, vol. 54, n° 2, 2013, p. 225-362.

2 Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités

et Martine Ségalen¹, la diffusion de la « fonction grand-parentale » constitue même l'une des caractéristiques fortes du xx^e siècle. Elle est liée non seulement à l'allongement de l'espérance de vie des personnes âgées, mais aussi à l'activité croissante des jeunes mères sur le marché du travail. À partir d'une enquête réalisée en 1999 auprès de trois générations adultes, elles montrent que cette « fonction » est aujourd'hui investie de multiples façons, que ce soit en termes affectifs ou sous la forme de flux matériels et de services, en particulier dans la garde d'enfants. Les grands-parents jouent alors de plus en plus le rôle de « trait d'union » générationnels en se mobilisant auprès des jeunes enfants, jusqu'à devenir les « parents de substitution » dans certaines situations. Leur enquête montre pour autant que cette fonction grand-parentale n'est pas dénuée d'ambiguïté : elle peut être source de tensions relationnelles, qui se cristallisent notamment autour des normes éducatives. Même si la fonction du grand-père se renforce, la primauté reste donnée à la lignée maternelle, qui se trouve même confortée en cas de séparation. Les travaux de Josette Coenen-Huther, Jean Kellerhals et Malik Von Allmen² sur les réseaux de parenté déconstruisent également toute vision trop idéalisée de ces échanges au sein des familles : au sein des quatre types de relations de parenté élaborés en croisant deux dimensions principales, les échanges effectifs d'une part, et les degrés d'affection d'autre part, c'est le type du « détachement », cumulant peu d'affection et peu d'échange, qui s'avère le plus fréquent, concernant 41 % des familles étudiées. Parallèlement, plusieurs travaux soulignent le rôle actif des nouvelles technologies dans les liens entre grands-parents et petits-enfants, en montrant la vivacité des échanges sur Internet et les réseaux sociaux, allant à l'encontre de la thèse des fractures numériques entre générations³.

• *Pauvres retraité(e)s : les figures invisibles*

Socialement aussi, cette image d'une vieillesse réenchântée fait l'im-passe sur d'autres visages invisibles ou marginalisés. L'injonction à « vieillir jeune, actif et disponible », selon l'expression synthétique de Claudine

1. Claudine Attias-Donfut, Martine Segalen, *Grands-parents. La famille à travers les générations*, Paris, Odile Jacob, 2001.
2. Josette Coenen-Huther, Jean Kellerhals, Malik Von Allmen, *Les réseaux de solidarité dans la famille*, Lausanne, éditions Réalités sociales, 1994.
3. Laurence Le Douarin, Vincent Caradec, « Les grands-parents, leurs petits-enfants et les « nouvelles » technologies de communication », *Dialogue*, n° 186, 2009, p. 25-35.

Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités **2**

Attias-Donfut et Pierre Tripier¹, masque de profondes disparités sociales. En s'appuyant sur une approche historique des représentations de la vieillesse, Patrice Bourdelais² rappelle combien cette norme sociale reste portée avant tout par les milieux aisés. Selon lui, une telle idéologie du vieillissement « actif » renoue avec les valeurs diffusées dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, pendant laquelle l'espérance de vie avait également augmenté. Cette norme du « bien vieillir » conduit selon lui à une situation duale : les adultes qui occupent des fonctions valorisantes ont tendance à prolonger leur activité professionnelle au-delà de 65 ans ; tandis que ceux dont les tâches, répétitives, sont vécues douloureusement, prennent leur retraite dès qu'ils en ont la possibilité. Les classes populaires, pourvues de moindres ressources physiques, culturelles et financières au seuil de la retraite, sont freinées dans l'adoption d'un régime de vieillissement « actif » diffusé par les classes moyennes. Pour elles, un retrait de la vie professionnelle signifie davantage un retrait de la vie sociale. Elles jouissent de plus d'une moindre espérance de vie à l'issue de leur période d'activité – le différentiel étant estimé à 6 ans³. De plus, les dernières années ont vu augmenter la pauvreté chez les « seniors », et émerger des franges de retraités plus vulnérables, touchés par le coût du logement et de faibles pensions, en particulier parmi certaines catégories de femmes et d'immigrés. Selon l'INSEE, le taux de pauvreté des plus de 60 ans (au seuil de 50 % du niveau de revenu médian) est passé de 3,7 % à 4,2 % entre 2000 et 2010, alors même que de plus en plus de femmes ont exercé une activité professionnelle au sein des générations concernées. Certains travaux commencent à s'intéresser à la figure féminine de l'entrée en retraite, à l'instar de ceux de l'historienne Aline Charles qui, dans son ouvrage intitulé *Quand devient-on vieille ?*⁴, a retracé les étapes d'une entrée progressive mais récente des femmes québécoises dans un modèle de retraite auparavant prioritairement masculin.

1. Claudine Attias-Donfut, Pierre Tripier, « Introduction », *Cahiers du genre*, Numéro spécial « Vieillir jeunes, actifs et disponibles? », n° 31, 2001, p. 5-8.

2. Patrice Bourdelais, *L'âge de la vieillesse. Histoire du vieillissement de la population*, Paris, Odile Jacob, 1993.

3. Emmanuelle Cambois, Caroline Laborde, Jean-Marie Robine, « La "double peine" des ouvriers : plus d'années d'incapacité au sein d'une vie plus courte », *Population et société*, n° 441, janvier 2008.

4. Aline Charles, *Quand devient-on vieille ? Femmes, âge et travail au Québec, 1940-1980*, Québec : Les Presses de l'Université Laval et l'Institut québécois de recherche sur la culture, 2007.

2 Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités

3.2 De la retraite au retrait : fragilités et inégalités

Mais si la phase de « retraite » est aujourd'hui plus valorisée, la « vieillesse » se voit repoussée aux moments plus sombres de la « dépendance » et de la « fin de vie » : ces moments cristallisent les peurs contemporaines face à la perte de maîtrise de soi et de son destin, nouveau tabou de l'individu contemporain invité à être « acteur » de sa vie. Une sociologie se structure actuellement autour de cette période de fin de vie, attentive à l'expérience même du « vieillir » et aux métamorphoses du « mourir », et se penche sur l'épreuve individuelle et familiale de la dépendance et du retrait. On y retrouve, par le prisme de la perte, l'enjeu de l'« activité » dans l'expérience du vieillissement contemporain, analysé ici en lien avec la perte d'autonomie.

• *De la subjectivité du devenir vieux : déprise et activités*

À partir de quand devient-on « vieux » ? Quand amorce-t-on désormais l'entrée dans le « grand âge » ? Deviendrait-on comme ce héros d'Oscar Wilde, Dorian Gray, qui garde son éternelle jeunesse tout en laissant vieillir son propre portrait à sa place ? Vincent Caradec s'est penché sur la façon dont des individus vieillissants se positionnent eux-mêmes dans le parcours de vie, et rappelle que la retraite n'est plus systématiquement associée, dans les représentations, à l'entrée dans la « vieillesse » : son enquête par entretiens approfondis témoigne d'une grande réticence à se dire « vieux » et une forme de mise à distance de la « vieillesse ». L'idée même du « vieillissement » est plus souvent acceptée, mais majoritairement en opposition à ce qui est codé comme de la « vraie vieillesse »¹. Dans ce processus, seule une rupture marquée dans l'existence induit une acceptation de soi comme « vieux ». Le « vieillissement au grand âge » se traduit selon lui par des changements diffus et progressifs, au niveau physique mais aussi psychologique, qui vont être porteurs d'une conscience accrue de sa finitude. Il relève quatre enjeux subjectifs de cette expérience du « vieillir » au grand âge² : le maintien de « prises » sur le monde, la conservation d'espaces de familiarité tels que le « chez soi », l'enjeu d'une valorisation de soi souvent fondée sur le passé, et la préservation d'une autonomie face à la menace d'une dépendance croissante.

1. Vincent Caradec, *Viellir après la retraite. Approche sociologique du vieillissement*, Paris, Presses Universitaires de France, 2004.

2. Vincent Caradec, « L'épreuve du grand âge », *Retraite et Société*, n° 52, p. 11-37, 2007.

Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités **2**

Il note combien les manifestations et les réponses à ces enjeux du grand âge restent socialement différenciées : certains s'efforcent de maintenir cette autonomie aussi longtemps que possible, alors que d'autres finissent par y renoncer et à s'en remettre à autrui. « Vieillir, c'est faire l'expérience du temps qui passe » : Monique Membrado et Tristan Salord¹ rappellent que « l'apprentissage du vieillir » a beaucoup à faire avec l'apprentissage d'un autre rapport au temps. Il faut apprendre à « négocier » avec le temps qui passe et le sentiment de décalage et de détachement envers un monde qui n'est plus le sien, tout comme il faut apprendre à « lutter contre l'engluinement » d'un temps quotidien considéré comme vide ou routinier.

- *Un « âgisme » contemporain ?*

Déjà, en 1970, l'analyse de Simone de Beauvoir² dénonçait l'exclusion des anciens et le stigmate posé sur la vieillesse dans les sociétés occidentales. Selon elle, les sociétés modernes se comportent de façon particulièrement « dégradante » envers les « vieillards », réduits à des bouches inutiles à nourrir. Depuis, plusieurs travaux ont tenté de déconstruire l'image sociale associée à la grande vieillesse. Parmi eux, ceux de Toni Calasanti et Kathleen Slevin³ dénoncent la prégnance d'une forme d'âgisme dans les sociétés contemporaines. Elles s'interrogent particulièrement sur la réticence à se penser, à se dire ou à s'avouer comme « vieux » et y voient la marque d'une culture âgiste. Cet « âgisme » inclut, comme d'autres discriminations, des stéréotypes et des préjugés, mais il s'en distingue doublement, parce que d'une part il touche potentiellement tout le monde, et que d'autre part il a été intériorisé par tous depuis l'enfance : soit l'individu tente d'éviter le vieillissement, soit il perd l'estime de soi et s'opprime lui-même. Les auteures reviennent particulièrement sur la place du corps et du rôle de l'industrie anti-âge dans cette forme de discrimination. L'expérience de l'âgisme et de la baisse de pouvoir des personnes âgées concerne les hommes comme les femmes, même si elle touche plus durement ces dernières. Elles plaident pour un réinvestissement de cette question de l'âge dans les sociologies féministes, qui ont beaucoup contribué à penser les interactions entre

1. Monique Membrado, Tristan Salord, « Expériences temporelles au grand âge », *Informations sociales*, n° 153, 2009, p. 30-37.

2. Simone de Beauvoir, *La Vieillesse*, Paris, Gallimard, 1970.

3. Toni M. Calasanti, Kathleen F. Slevin (dir.), *Age Matters : Re-Aligning Feminist Thinking*, Routledge, 2006.

2 Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités

les multiples systèmes de privilèges et d'oppression par le genre, l'ethnicité, la classe et la sexualité, mais qui peinent selon elle à réintégrer la dimension du vieillissement dans l'analyse.

- *Quand vient la « dépendance » aux autres :
« care », autonomie et solidarités*

Au fur et à mesure que l'on avance en âge, on retrouve dans les travaux la problématique de la dépendance et de l'autonomie, que l'on a vue centrale dans les travaux sur la jeunesse, mais ici posée en des termes plus directement sanitaires et politiques, en lien notamment avec la question de l'activité physique¹. En effet, la question de la « dépendance » a récemment été instituée comme un véritable enjeu social et politique au sein de nombreuses sociétés occidentales confrontées au vieillissement. Les sociologues Blanche Le Bihan et Claude Martin² proposent une grille de lecture comparative de ces politiques en Europe, au travers de ces questions : qui doit prendre en charge la dépendance ? Comment les charges financières, matérielles, affectives, morales sont-elles partagées entre les familles, les associations, le marché et l'État ? Ils y relèvent une répartition parfois complexe, au sein de la société française, des rôles entre la famille et l'État, tout comme à d'autres âges de la vie. Bernard Ennuyer³ dénonce à cet égard la profonde ambiguïté de la notion de « dépendance » sur laquelle se fondent les interventions publiques en France, qui tendent à confondre la perte d'autonomie, définie comme une souveraineté sur sa vie, avec la dépendance elle-même, qu'il définit comme un état d'incapacité fondée sur des indicateurs médicaux. C'est précisément sur les expériences individuelles et familiales de la dépendance et du « care » que s'est penchée Florence Weber : à partir d'une enquête ethnographique au sein même des familles de personnes âgées dépendantes, elle souligne combien ce soin est traversé d'inégalités, entre hommes et femmes – notamment car cette tâche reste essentiellement féminine –, entre classes sociales,

1. Jean-François Bickel, Myriam Girardin-Keciour, Christian Lalive d'Épinay, « Être actif dans le grand âge : un plus pour le bien-être ? », *Retraite et Société*, n° 52, 2007, p. 83-106.

2. Blanche Le Bihan, Claude Martin, « Comment comparer les politiques de prise en charge des personnes âgées dépendantes en Europe ? », dans Anne-Marie Guillemard (dir.), *Où va la protection sociale*, Paris, Presses Universitaires de France, 2008, p. 289-311.

3. Bernard Ennuyer, *Les malentendus de la dépendance, de l'incapacité au lien social*, Paris, Dunod, 2002.

Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités **2**

et entre générations. Cependant, le « care » apparaît marqué, pour tous, du poids d'une contrainte morale, vecteur de tiraillements entre dévouements et sentiments d'abandon. Il est vrai que l'image de la maison de retraite reste profondément associée, en France, à un lieu de solitude et d'oubli. Au cours des années 1990, les travaux d'Isabelle Mallon¹ ont contribué à mieux connaître l'expérience de la maison de retraite. Elle y soulignait la difficulté d'y construire un équilibre personnel pour ceux – une majorité – qui ont eu l'impression d'avoir été « placés », même si elle repère parallèlement des catégories d'individus qui parviennent à s'y intégrer. Les maisons de retraite ont depuis évolué vers des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), beaucoup plus médicalisés, et la vie en « Ehpad » s'affirme comme le mode de vie majoritaire parmi les plus de 90 ans. Des travaux récents, tels que ceux de Valentine Trépiéd², soulignent combien ce phénomène est porteur de nouvelles inégalités : l'expérience de vie, le traitement médical ou encore le rapport à l'autonomie des personnes âgées tendent à se diversifier entre les établissements – en particulier en fonction de leur caractère public ou privé.

• *Fins de vie : ressources individuelles et environnements sociaux*

Comment peut-on mourir seul? Dans son ouvrage *Heat Wave*, Erik Klinenberg³ revient sur la canicule de Chicago qui en 1995 avait causé des centaines de décès, principalement chez des personnes âgées isolées. Il retrace l'alchimie des protections ou plutôt des non-protections qui ont conduit à ce taux très élevé de mortalité. Il note l'élévation importante du nombre de personnes âgées isolées à Chicago, ville « extrême » marquée de plus par une certaine culture de la peur. Mais il insiste sur les effets de l'environnement urbain et des liens qui peuvent s'y tisser : selon lui, les différences entre les « Latinos » et les « Noirs américains », davantage touchés, ont été trop rapidement attribuées à des contrastes de valeurs familiales, alors qu'elles renvoient principalement à des contextes de quartier. Alors que les Latinos

1. Isabelle Mallon, *Vivre en maison de retraite. Le dernier chez-soi*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2004.

2. Valentine Trépiéd, « La médicalisation pour souffrance psychique des comportements déviants : étude de cas entre deux Ehpads, public et privé », *Retraite et société*, n° 67, 2014, p. 94-110.

3. Éric Klinenberg, *Heat Wave. A social autopsy of disaster in Chicago*, Chicago, University of Chicago Press, 2002.

2 Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités

vivent dans des quartiers qui sont restés denses et vivants, les Noirs américains se sont vus relégués dans des quartiers désertés, avec peu de solidarités de voisinage et des logements vétustes. Au-delà de cette étude de cas, plusieurs recherches s'attachent à dénouer l'impact relatif des facteurs individuels et sociaux sur les différentes formes d'expérience du vieillissement au grand âge. Robert Crosnoe et Glen H. Elder¹ y voient la résultante d'un ajustement entre les circonstances collectives et l'histoire de vie individuelle : les circonstances extérieures seules ne suffisent pas pour comprendre les parcours de vieillissement des individus, il faut également se référer à leur histoire de vie. Si par exemple les conditions sanitaires et le statut socio-économique prédisent partiellement l'état de santé, celui-ci ne peut se comprendre sans intégrer également dans l'analyse des facteurs issus du parcours de vie, tels que la stabilité maritale, l'alcoolisme, l'engagement religieux ou les expériences traumatiques. Ils dégagent ainsi quatre profils de vieillissement : les « peu ajustés » les « désengagés » (après d'importants engagements socioprofessionnels), les « centrés sur la famille » et les « bien entourés ». Ils montrent comment selon les individus, une même fragilité supposée peut être dépassée, ou au contraire se transformer en profonde vulnérabilité.

• *Vieillir dans les territoires*

Au fur et à mesure que la mobilité et l'activité diminuent, le lien au territoire prend toute son importance, tant il joue alors sur les possibilités d'accès aux services publics, aux solidarités locales ou aux institutions de santé, ainsi que sur le maintien de liens sociaux et familiaux. Vieillir en milieu rural, péri-urbain ou urbain ne prend alors pas la même signification. Plusieurs travaux sociologiques soulèvent la question sociale de l'enclavement des personnes âgées, en particulier dans les territoires à faibles ressources, alors même que la mobilité géographique se réduit avec l'âge. Catherine Bonvalet et Jim Ogg² montrent ainsi que les personnes âgées sont aujourd'hui en moyenne plus souvent propriétaires et déménagent moins que le reste de la population : s'il existe une première mobilité de confort chez les jeunes retraités, les secondes mobilités d'ajustement se

1. Robert Crosnoe, Glen H. Elder, « Successful Adaptation in the Later Years : A Life Course Approach to Aging », *Social Psychology Quarterly*, vol. 65, n° 4, 2002, p. 309-328.
2. Catherine Bonvalet, Jim Ogg, « The housing situation and residential strategies of older people in France », *Ageing and Society*, 28 (6), 2008, p. 753-777.

Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités **2**

font plus rares, et surviennent principalement lors d'étapes marquantes de l'avancée en âge, comme veuvage, qui nécessitent un ajustement, plus souvent vers l'habitat collectif en location. Or, plusieurs monographies urbaines soulignent un mouvement de territorialisation et de ségrégation croissantes des âges : en croisant les cas de Nantes, Bordeaux et Toulouse, les géographes Isabelle Garat et Sophie Vernicos montrent que les jeunes sont surreprésentés dans les centres-villes, tandis que certains territoires périurbains ou ruraux sont particulièrement marqués par le vieillissement¹. Ce n'est pas un hasard si la catégorie des « personnes âgées isolées » a émergé dans les politiques publiques, nationales mais aussi locales : Arnaud Campéon² insiste ainsi, à l'issue de son enquête sur l'isolement des personnes âgées, sur l'importance de l'environnement et de la mobilité sur les trajectoires de solitude lors de l'avancée en âge. L'absence de véhicule ou de mobilité physique induit une limitation des sorties, et initie un possible processus d'enclavement dans un lieu de plus en plus circonscrit. Face à ces enjeux, Serge Clément³ met l'accent sur la solidarité de proximité, au-delà des seules interventions de l'État et la famille. Il invite à dépasser l'alternative entre le soutien dit « informel » (ou non professionnel) associé aux aidants familiaux et l'« aide professionnelle », associée aux services de santé ou aux institutions, pour mieux approcher et valoriser les aides de voisinage et le soutien de proximité.

• *L'individu face à la mort : « bien mourir » aujourd'hui*

Ces évolutions du « vieillir » renvoient plus profondément aux métamorphoses de notre rapport à la mort. Dans *La solitude des mourants*, Norbert Elias⁴ avait dénoncé une forme de mise à distance de la mort dans nos sociétés contemporaines : celle-ci serait de moins en moins intégrée à la vie sociale et collective, laissant l'individu seul face à sa finitude. Dans une relecture

1. Isabelle Garat, Sophie Vernicos, « Ville des jeunes, ville des vieux. Cohabitations et concentrations des âges dans l'espace urbain », *Annales de la recherche urbaine*, n° 100, 2006, p. 43-50.

2. Arnaud Campéon, « Des vieillesse en solitude », in Vincent Caradec, Cornelia Hummel, Isabelle Mallon (dir.), *Vieillesse et vieillissements : regards sociologiques*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013.

3. Serge Clément, « Du bon voisinage aux solidarités de proximité », in Philippe Pitaut (dir.), *Solitude et isolement des personnes âgées*, Toulouse, Erès, 2007, p. 105-138.

4. Norbert Elias, *La solitude des mourants*, Paris, Bourgeois, édition 2012.

2 Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités

critique de ces thèses, Jean-Hugues Déchaux¹ donne un autre sens à cette individualisation de la fin de vie : plutôt qu'une négation de la mort, il y lit un double processus de subjectivation et de singularisation du mourir. Cette autonomie de l'individu face à la mort nécessiterait au contraire un accompagnement du mourant et une reconnaissance individuelle par un « alter ego ». De telles réflexions entrent en résonance avec l'enquête pionnière de Michel Castra² en service de soins palliatifs : à travers le discours et les pratiques des différents professionnels qui œuvrent autour du mourant, il montre l'émergence d'une nouvelle norme du « bien mourir », qui prend la forme d'une psychologisation du parcours individuel en fin de vie, et d'une nouvelle injonction faite à l'individu d'« accepter sa mort ». D'autres chercheurs, à l'image de Philippe Bataille, s'engagent dans le débat éthique, social et scientifique de l'euthanasie³ : il souligne l'existence parmi les médecins français d'une « culture palliative » qui privilégie l'apaisement des douleurs, et revient sur les décalages et les incompréhensions que cela peut induire avec les familles et les patients. S'attachant plus généralement aux pratiques entourant la fin de vie, Gaëlle Clavandier⁴ montre que le déclin de la ritualisation du deuil va de pair avec la profonde diversification des comportements face à la mort. Elle souligne en particulier la montée en puissance et l'institutionnalisation de la crémation, symptomatique d'un renouveau du rapport à la mort, qui réactualise la question de la trace, du souvenir et de « l'empreinte de soi ».

Conclusion

Au final, même si le « naufrage » de la vieillesse est de plus en plus repoussé vers le temps de la dépendance et de la fin de vie, l'avancée en âge reste fondamentalement pensée, dans nos sociétés, comme un déclin social et

1. Jean-Hugues Déchaux, « La mort dans les sociétés modernes. La thèse de Norbert Elias à l'épreuve », *L'année sociologique*, n° 1, vol. 51, 2001, p. 161-183.

2. Michel Castra, *Bien mourir. Sociologie des soins palliatifs*, Paris, Presses Universitaires de France, 2003.

3. Philippe Bataille, *A la vie, à la mort, Euthanasie, le grand malentendu*, Paris, Autrement, 2012.

4. Gaëlle Clavandier, *Sociologie de la mort. Vivre et mourir dans la société contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2009.

Du premier cri au dernier souffle : parcours de vie et inégalités **2**

biologique. Elle témoigne d'une représentation occidentale des existences, sous la forme d'une ligne de vie d'abord ascendante, lors du temps de la jeunesse, puis descendante, lors de la vieillesse. Si l'on suit les travaux d'anthropologues tels que ceux d'Anne-Marie Peatrick¹ sur les systèmes d'âge, une telle vision « décliniste » du vieillissement est beaucoup moins prégnante dans d'autres parties du monde, comme dans l'Est africain, où l'avancée en âge reste au contraire pensée dans un mouvement ascensionnel. Cette dévalorisation sociale de la vieillesse tend même à s'accroître au fur et à mesure que se diffuse une norme d'autonomie et de souveraineté sur soi : même circonscrite au temps de la « fin de vie », elle cristallise aujourd'hui la peur de l'individu contemporain de perdre la maîtrise de son destin et d'entrer dans l'irréversible de la dépendance, dans une société valorisant au contraire la mobilité, l'autonomie et la souveraineté individuelle sur sa vie.

1. Anne-Marie Peatrick, « L'océan des âges », *L'homme*, n° 3-4, 2003, p. 7-23.